



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 22 décembre 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, December 22nd, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Association des Hommes d'affaires de la
Rive Sud (Comté de Chambly)
South Shore Business Men's Association
(Chambly County)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Moïse Parent, imprimeur, Louis Lamarre, marchand, Gaston Verronneau, bijoutier, Guy Champagne, marchand, tous quatre de Longueuil, Jean Labelle, épicière, Roland Gendreau, marchand, André Chaloux, avocat, tous de Ville Jacques-Cartier, L. J. Galletti, industriel, de Greenfield Park, Gaston Lacroix, entrepreneur, André Ménard, courtier, Jack Nyveen, industriel, tous trois de Saint-Lambert, et Augustine Payette, marchande, de

Letters Patent

Association des Hommes d'affaires de la
Rive Sud (Comté de Chambly)
South Shore Business Men's Association
(Chambly County)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Moïse Parent, printer, Louis Lamarre, merchant, Gaston Verronneau, jeweller, Guy Champagne, merchant, all four of Longueuil, Jean Labelle, grocer, Roland Gendreau, merchant, André Chaloux, advocate, all of Ville Jacques-Cartier, L. J. Galletti, industrialist, of Greenfield Park, Gaston Lacroix, contractor, André Ménard, broker, Jack Nyveen, industrialist, all three of Saint-Lambert, and Augustine Payette, merchant, of Longueuil, all of the

Longueuil, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts économiques et sociaux de ses membres et de la population de la Rive-Sud, sous le nom de "Association des Hommes d'Affaires de la Rive-Sud (Comté de Chambly) — South Shore Business Men's Association (Chambly County).

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à 173, rue Saint-Jean, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Association for the Help of Retarded Children (Quebec) Inc.
Association de Secours aux Enfants Arriérés (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze novembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Hannah Wollock, épouse séparée de biens de Moses Leo Wollock, ménagère, de Ville St-Laurent, Harvey Sarkin, marchand, Lawrence Henry Hall, comptable agréé, et Halbert Collins, banquier, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, soutenir et développer des moyens et des programmes susceptible de faire progresser le traitement, l'entraînement, l'instruction, la réhabilitation et l'orientation professionnelle des personnes arriérées mentalement, sous le nom de "Association for the Help of Retarded Children (Quebec) Inc." — "Association de Secours aux Enfants Arriérés (Quebec) Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Atlas Granite Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1951, constituant en corporation: Georges Gervais, technicien-dentaire, Paul Gervais, marchand, tous deux de la cité de Montréal, et Jean-Paul Gervais, vendeur, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploration et exploitation de mines de granit, sous le nom de "Atlas Granite Company Limited" avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the economic and social interests of its members and of the population of the South Shore, under the name of "Association des Hommes d'Affaires de la Rive-Sud (Comté de Chambly) — South Shore Business Men's Association (Chambly County)."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at 173 Saint Jean street, Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Association for the Help of Retarded Children (Quebec) Inc.
Association de Secours aux Enfants Arriérés (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1951, incorporating without share capital: Hannah Wollock, wife separate as to property of Moses Leo Wollock, housewife, of Ville St. Laurent, Harvey Sarkin, merchant, Lawrence Henry Hall, chartered accountant, and Halbert Collins, banker, all three of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote, sponsor and develop measures and programmes calculated to advance the treatment, training, education, rehabilitation and occupational guidance of mentally retarded persons, under the name of "Association for the Help of Retarded Children (Quebec) Inc." — "Association de Secours aux Enfants Arriérés (Quebec) Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Atlas Granite Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1951, incorporating: Georges Gervais, dental technician, Paul Gervais, merchant, both of the city of Montreal, and Jean-Paul Gervais, salesman, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

The exploration and the operation of granite mines, under the name of "Atlas Granite Company Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Barnard Brothers Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre 1951, constituant en corporation: Oral E. Barnard, William G. Barnard et Louis Langlais, commerçants, de Danville, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de quincaillerie, accessoires et appareils électriques, sous le nom de "Barnard Brothers Incorporated", avec un capital de \$51,000 divisé en 510 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Danville, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Barnard Brothers Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1951, incorporating: Oral E. Barnard, William G. Barnard, and Louis Langlais, traders, of Danville, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, electrical supplies and appliances, under the name of "Barnard Brothers Incorporated", with a capital stock of \$51,000 divided into 510 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Danville, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Bayridge Estates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept novembre 1951, constituant en corporation: Madeline Ferguson, secrétaire, Edward Auerbach, procureur et Cecil Roberts, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Bayridge Estates Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Bayridge Estates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1951, incorporating: Madeline Ferguson, secretary, Edward Auerbach, barrister, and Cecil Roberts, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Bayridge Estates Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 400 common shares of the par value of \$100 each, and 600 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Bouchard Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1951, constituant en corporation: Claude Bouchard, garagiste, Bertrand Tremblay, avocat, et Marie Ahern Tremblay, épouse séparée de biens dudit Bertrand Tremblay, tous de Ste-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Exploiter un garage, exercer le commerce comme marchands d'automobiles et accessoires, sous le nom de "Bouchard Automobiles Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Bouchard Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first of October, 1951, incorporating: Claude Bouchard, garage-keeper, Bertrand Tremblay, advocate, and Marie Ahern Tremblay, wife separate as to property of the said Bertrand Tremblay, all of Ste-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To operate a garage, to carry on the business of dealers in automobiles and accessories thereof, under the name of "Bouchard Automobiles Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Brazeau Transport Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1951, constituant en corporation:

Brazeau Transport Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1951, incorporating: Marcel Cinq-Mars,

Marcel Cinq-Mars, avocat, Jeanne Carrier, secrétaire, Dame Pauline Lefebvre Pelletier, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Louis-J. Pelletier, tous de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme voituriers publics, sous le nom de "Brazeeu Transport Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général le cinq novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Centrale Sportive St-Georges Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du neuf novembre 1951, constituant en corporation: Roméo Demers, prospecteur, Albert Langelier, gérant, et Lucien Rivard, garagiste, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Former une corporation pour la récréation et le divertissement du corps et de l'esprit des membres-actionnaires, sous le nom de "Centrale Sportive St-Georges Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 4,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2027, rue Metcalfe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Circle Refrigeration and Television Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1951, constituant en corporation: Jean Dandurand, Alexandre Girard et Raoul Dandurand, techniciens, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre tous appareils de réfrigération, de télévision et appareils électriques, sous le nom de "Circle Refrigeration and Television Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Claude Rivard Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1951, constituant en corporation: Maurice Fauteux, C.R., Marc-André Blain, avocats, et Luce Laferrière, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de courtiers d'assurance, sous le nom de "Claude Rivard Limitée", avec un

advocate, Jeanne Carrier, secretary, Dame Pauline Lefebvre Pelletier, secretary, wife separate as to property of the said Louis J. Pelletier, all of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on business as public carriers, under the name of "Brazeeu Transport Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Centrale Sportive St-Georges Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the ninth day of November, 1951, incorporating: Roméo Demers, prospector, Albert Langelier, manager, and Lucien Rivard, garage-keeper, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To form a corporation for the mental and physical recreation and entertainment of its members-shareholders, under the name of "Centrale Sportive St-Georges Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 4,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 2027 Metcalfe street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Circle Refrigeration and Television Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1951, incorporating: Jean Dandurand, Alexandre Girard and Raoul Dandurand, technicians, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, any refrigeration and television apparatus, and any electrical apparatus under the name of "Circle Refrigeration and Television Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Claude Rivard Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1951, incorporating: Maurice Fauteux, K.C., Marc-André Blain, advocates, and Luce Laferrière, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "Claude Rivard Limitée",

capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Anne-des-Plaines, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le cinq novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS,

with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-des-Plaines, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Club de Hockey les Reds des Trois-Rivières Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1951, constituant en corporation: André Sirois, industriel, Herman Renaud, ajusteur d'assurance, Martial Martin, négociant en gros, Jean-Marie Girard, gérant, Jacques Toupin, promoteur de sport, et Lionel Julien, comptable, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter et promouvoir le sport de hockey, sous le nom de "Club de Hockey les Reds des Trois-Rivières Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le cinq novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Club de Hockey les Reds des Trois-Rivières Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1951, incorporating: André Sirois, industrialist, Herman Renaud, insurance adjuster, Martial Martin, wholesale dealer, Jean Marie Girard, manager, Jacques Toupin, sports promoter, and Lionel Julien, accountant, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To organize and promote the playing of hockey, under the name of "Club de Hockey les Reds des Trois-Rivières, Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Cramer's Import Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre 1951, constituant en corporation: Peter Cramer, Abraham Fischer et Bela Weiss, marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'instruments scientifiques, outils et accessoires, marchandises en cuir et joaillerie, sous le nom de "Cramer's Import Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Cramer's Import Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1951, incorporating: Peter Cramer, Abraham Fischer and Bela Weiss, merchants, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in scientific instruments, tools and accessories, leather goods and jewellery, under the name of "Cramer's Import Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 common shares of the par value of \$100 each, and 100 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Financial Adjusters Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept novembre 1951, constituant en corporation: Gérard Guimont, gérant, Ile Bigras, Gaétan Viger, Paul Verner, comptables, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaire comme courtier en hypothèque et agent d'immeubles, sous le nom de "Financial Adjusters Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 354, rue St-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Financial Adjusters Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh of November, 1951, incorporating: Gérard Guimont, manager, of Ile Bigras, Gaétan Viger, Paul Verner, accountants, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of mortgage broker and real estate agent, under the name of "Financial Adjusters Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 354, St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le sept novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Fog Nozzle Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente octobre 1951, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Cyril E. Schwisberg, avocat d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, installer et entretenir les appareils de protection contre le feu et ceux qui servent à combattre les incendies, sous le nom de "Fog Nozzle Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2454 rue Descarrières, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Fog Nozzle Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1951, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, secretary, both of the city of Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, install and service fire protection and fire fighting apparatus, under the name of "Fog Nozzle Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 250 common shares of \$100 each, and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2454 Descarrières St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Garage du Bon Service Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1951, constituant en corporation: Denis Auclair, cuviste, d'Arvida, Gérard Larivière, mécanicien, de Chicoutimi, et Roméo alias Armand Vachon, cuviste, domicilié dans le rang Saint-François, en la paroisse de Jonquière, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et accessoires sous le nom de "Garage du Bon Service Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean-Eudes, paroisse de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le six novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Garage du Bon Service Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1951, incorporating: Denis Auclair, potman, of Arvida, Gérard Larivière, mechanic, of Chicoutimi, and Roméo alias Armand Vachon, potman, domiciled in the Range Saint-François, in the parish of Jonquière, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in automobiles and accessories, under the name of "Garage du Bon Service Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jean-Eudes, parish of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Gregory Sanders Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre 1951, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, conseil en loi du Roi, Cyril E. Schwisberg, avocat, tous deux d'Outremont et Sonya Schnyer, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et tissus, sous le nom de "Gregory Sanders Inc."

Le capital de la compagnie est divisé en 6000 actions sans valeur nominale ou au pair et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$34,000.

Gregory Sanders Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1951, incorporating: Samuel E. Schwisberg, King's Counsel, Cyril E. Schwisberg, advocate, both of Outremont, and Sonya Schnyer, secretary, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and fabrics, under the name of "Gregory Sanders Inc."

The capital stock of the company is divided into 6000 shares having no nominal or par value and into 300 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$34,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Immeubles Begafer Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1951, constituant en corporation: Rosaire Bédard, marchand, de Charlesbourg, Emile Garneau, J.-Rodolphe Garneau et Oscar Ferland, marchands, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un garage, sous le nom de "Immeubles Begafer Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2, 9ème ave Est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trente octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Institut de Cardiologie de Montréal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Dames Marie-Théodora Moreau, en religion Mère Marie-Théodora Courville, supérieure générale, Clarilda Fortin, en religion Mère Clarilda Fortin, assistante générale, Emérentienne Martin, en religion Mère Emérentienne Martin, assistante générale, Angéline Houle, en religion Mère Angèle Houle, Annette Lachance, en religion Mère Annette Lachance, assistantes générales, Léonie Ferland, en religion Mère Léonie Ferland, secrétaire générale, Alice Laverdure, en religion Mère Alice Laverdure, économe générale, toutes de la cité de Montréal, et membres de la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal, pour les objets suivants:

Traiter les malades atteints d'une maladie cardio-vasculaire sous le nom de "Institut de Cardiologie de Montréal".

Le revenu net annuel des immeubles appartenant à la corporation et possédés par elles pour des fins de revenus n'excèdera pas \$250,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Procureur général, le huit novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Jezzini Import Export Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit novembre 1951, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat, Claire Lapointe, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, et Peter Shorteno, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Immeubles Begafer Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1951, incorporating: Rosaire Bédard, merchant, of Charlesbourg, Emile Garneau, J. Rodolphe Garneau, and Oscar Ferland, merchants, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate a garage, under the name of "Immeubles Begafer Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2, 9th Avenue-East, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Institut de Cardiologie de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: James Marie-Théodora Moreau, in religion Mother Marie-Théodora Courville, superior general, Clarilda Fortin, in religion Mother Clarilda Fortin, assistant general, Emérentienne Martin, in religion Mother Emérentienne Martin, assistant general, Angéline Houle, in religion Mother Angèle Houle, Annette Lachance, in religion Mother Annette Lachance, assistant generals, Léonie Ferland, in religion Mother Léonie Ferland, secretary general, Alice Laverdure, in religion Mother Alice Laverdure, econome general, all of the city of Montreal, and members of the "Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal", for the following purposes:

To treat the sick suffering from a cardio-vascular illness, under the name of "Institut de Cardiologie de Montréal".

The net annual revenue from the immovable property belonging to the corporation and held by it for purposes of revenues shall not exceed \$250,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Jezzini Import Export Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1951, incorporating: Albert Malouf, advocate, Claire Lapointe, stenographer, both of the City of Montreal, and Peter Shorteno, advocate, of the Town of Mount-Royal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et accessoires, sous le nom de "Jezzini Import Export Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6740 rue St-Hubert, Montréal, District judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

La Cie Immobilière de Beauceville Limitée
Beauceville Real Estate Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1951, constituant en corporation: Caius Roy, marchand, Pierre Quirion, industriel, tous deux de Beauceville-Est, et Jean-Luc Quirion, notaire, de Beauceville-Ouest, tous du district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Construire ou acquérir un ou des immeubles et les louer ou céder, sous le nom de "La Cie Immobilière de Beauceville Limitée" — Beauceville Real Estate Company Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauceville, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

La Sonnerie Automatique Blackburn Ltée
The Blackburn Automatic Bell Ringer Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1951, constituant en corporation: Raoul Blackburn, ingénieur, Julieanne Lemire, comptable, tous deux de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, et Jean-Berchmans Bélanger, comptable, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre des systèmes de sonnerie automatique, sous le nom de "La Sonnerie Automatique Blackburn Ltée"—"The Blackburn Automatic Bell Ringer Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le huit novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

La St-Jean-Baptiste Régionale du
Saguenay, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Émile Fortin, avocat de Jonquière, Henri-Julien Lemieux, arpenteur-géomètre, Paul Levasseur, agent d'affaires, et Camille Lavoie,

To manufacture and deal in wearing apparel, and accessories, under the name of "Jezzini Import Export Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10. each and 300 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at 6740 St. Hubert Street, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

La Cie Immobilière de Beauceville Limitée
Beauceville Real Estate Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1951, incorporating: Caius Roy, merchant, Pierre Quirion, industrialist, both of Beauceville-East, and Jean-Luc Quirion, notary, of Beauceville-West, all of the judicial district of Beauce, for the following purposes:

To build or acquire one or more immovable, and to rent or cede them, under the name of "La Cie Immobilière de Beauceville Limitée" — "Beauceville Real Estate Company Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauceville, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

La Sonnerie Automatique Blackburn Ltée
The Blackburn Automatic Bell Ringer Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1951, incorporating: Raoul Blackburn, engineer, Julieanne Lemire, accountant, both of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, and Jean-Berchmans Bélanger, accountant, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To Manufacture and sell automatic bell ringing systems, under the name of "La Sonnerie Automatique Blackburn Ltée"—"The Blackburn Automatic Bell Ringer Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

La St-Jean-Baptiste Régionale du
Saguenay, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Emile Fortin, advocate, of Jonquière, Henri Julien Lemieux, land surveyor, Paul Levasseur, business agent, and Camille Lavoie, jeweller, all three of Saint

bijoutier, tous trois de Saint-Joseph d'Alma, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Fonder une union ou société régionale des Sociétés St-Jean-Baptiste locales qui existent ou existeront dans le territoire compris dans les comtés fédéraux de Chicoutimi, de Lapointe, du Lac St-Jean et de Roberval de la province de Québec, sous le nom de "La St-Jean-Baptiste Régionale du Saguenay, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Joseph-d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le neuf novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Joseph d'Alma, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To found a union or regional society of the local St-Jean Baptiste Societies which exist or will exist in the territory comprised within the federal counties of Chicoutimi, Lapointe, Lake St. John and Roberval, in the Province of Quebec under the name of "La St-Jean-Baptiste Régionale du Saguenay, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at St-Joseph-d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Lee Group Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1951, constituant en corporation: James Evelyn Mitchell, avocat et conseil en loi du Roi, John Fitzwilliam Stairs, Edward William Rowat, Patrick Emmet Kierans et John Brooke Claxton, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Lee Group Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Lee Group Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1951, incorporating: James Evelyn Mitchell, advocate and King's Counsel, John Fitzwilliam Stairs, Edward William Rowat, Patrick Emmet Kierans and John Brooke Claxton, advocates, all of the City and Judicial District of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Lee Group Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Les Immeubles Garnier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente octobre 1951, constituant en corporation: Paul Gilbert, médecin, Dame Gilberte Bélanger Gilbert, épouse séparée de biens dudit Paul Gilbert, ménagère, tous deux de Charny, et Fernand Sirois, comptable agréé, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Garnier, Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trente octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Les Immeubles Garnier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of October, 1951, incorporating: Paul Gilbert, physician, Dame Gilberte Bélanger Gilbert, wife separate as to property of said Paul Gilbert, housewife, both of Charny, and Fernand Sirois, chartered accountant, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Les Immeubles Garnier, Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of \$100 each, and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Les Industries Causapscal Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept novembre 1951, constituant en corporation: J.-M. Dufour, garagiste, Geo.

Les Industries Causapscal Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1951, incorporating: J. M. Dufour, garage-keeper, Geo. Barriault, indus-

Barriault, industriel, et Eliud Boucher, commis, tous de Causapsca, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du bois et ses sous-produits, sous le nom de "Les Industries Causapsca Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Causapsca, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le sept novembre 1951.

L'Assistant-procureur général
31680-o L. DÉSILETS, 31680

Les Industries Gelebo Limitée
Gelebo Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1951, constituant en corporation: Tanerède Gaboury, gérant, de Otterburn Park, Jean-Paul Lemonde, Georges Bélanger, agronomes, Albert Chagnon, industriel, et Marcel Rivard, comptable, tous quatre de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires et composés chimiques, sous le nom de "Les Industries Gelebo Limitée"—"Gelebo Industries Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le dix novembre 1951.

L'Assistant procureur général,
31680-o L. DÉSILETS, 31680

Les Publications Téléphonie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1951, constituant en corporation: Paul-Emile Gagnon, Gilles Gagnon, et J.-Claude Gagnon, avocats, de Rimouski, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Agir comme imprimeur et éditeur, sous le nom de "Les Publications Téléphonie Ltée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 200 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$1,000.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le huit novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS, 31680

Lessard Lumber Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize novembre 1951, constituant en corporation: Ernest Lafontaine, avocat, George Albert Wanless, comptable, et Roberte Smith, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

trialist, and Eliud Boucher, clerk, all of Causapsca, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber and its by-products, under the name of "Les Industries Causapsca Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Causapsca, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of November, 1951.

L. DÉSILETS
Deputy Attorney General

Les Industries Gelebo Limitée
Gelebo Industries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1951, incorporating: Tanerède Gaboury, Manager, of Otterburn Park, Jean-paul Lemonde, Georges Bélanger, agronomists, Albert Chagnon, industrialist, and Marcel Rivard accountant, all four of Saint-Hyacinthe judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture and to deal in food products and chemicals compounds, under the name of "Les Industries Gelebo"—"Gelebo Industries Limited", with a capital stock of \$10,000 divided into 200 common shares of a par or nominal value of \$10 each and into 800 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Publications Téléphonie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1951, incorporating: Paul-Emile Gagnon, Gilles Gagnon and J.-Claude Gagnon, advocates, of Rimouski, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To act as printer and editor, under the name of "Les Publications Téléphonie Ltée".

The capital stock of the company will be divided into 200 shares without par or nominal value, and the amount with which the company will begin its operations will be \$1,000.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lessard Lumber Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1951, incorporating: Ernest Lafontaine, advocate, George Albert Wanless, accountant, and Roberte Smith, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de marchands de bois de construction, sous le nom de "Lessard Lumber Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31680

L. DÉSILETS.

To carry on the business dealers, under the name of "Lessard Lumber Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of November, 1951.

L. DÉSILETS.

31680-o

Deputy Attorney General.

Les Sports d'Hiver Mascoutaine Incorporée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1951, constituant en corporation: sans capital-actions: Georges Chapdelaine, commerçant, Léo Thérion, agent, R.-O. Dumont, commis, Léo Trudel, marchand, Philippe Pothier, avocat, L.-P. Lafontaine, comptable, Roland Gagnon, gérant, L.-P. Bergeron, entrepreneur, et S. Payette, restaurateur, tous de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Administrer et opérer un club de hockey, sous le nom de "Les Sports d'Hiver Maskoutain Incorporée".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à St Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le neuf novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31680-o

L. DÉSILETS.

Les Sports d'Hiver Mascoutaine Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1951, to incorporate as a corporation, without share capital: Georges Chapdelaine, tradesman, Léo Thérion, agent, R.O. Dumont, clerk, Léo Trudel, merchant, Philippe Pothier, advocate, L.-P. Lafontaine, accountant, Roland Gagnon, manager, L.-P. Bergeron, contractor, and S. Payette, restaurant-keeper, all of St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To manage and operate a hockey club, under the name of "Les Sports d'Hiver Maskoutains Incorporée".

The amount to which the annual revenue which the corporation may possess is to be limited to \$25,000.

The head office of the corporation will be at St-Hyacinthe, district of St-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

31680

Deputy Attorney General.

Marford Radio & Television Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit novembre 1951, constituant en corporation: Marcel Lafontaine, Armand Chevette, avocats, d'Outremont, et Rachel Bouchard, sténographe, de St-Basile-le-Grand, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de radios, phonographes, appareils de télévision, appareils et accessoires électriques et électroniques, sous le nom "Marford Radio & Television Company Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31680

L. DÉSILETS.

Marford Radio & Television Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of November, 1951, incorporating: Marcel Lafontaine, Armand Chevette, attorneys, of Outremont, and Rachel Bouchard, stenographer, of St. Basile-le-Grand, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in radios, phonographs, television, electric and electronics apparatus and accessories, under the name of "Marford Radio & Television Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

31680-o

Deputy Attorney General.

McCulloch-Norwood Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq novembre 1951, constituant en corporation: Albert Charles McCulloch, administrateur, d'Hudson, Doak Norwood, administrateur, June Kirlin, secrétaire, et Joyce Hogg, réceptionniste, tous trois de la cité de Montréal tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

McCulloch-Norwood Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1951, incorporating: Albert Charles McCulloch Executive, of Hudson, Doak Norwood, executive, June Kirlin, secretary, and Joyce Hogg, receptionist, all three of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de vêtement et accessoires, sous le nom de "McCulloch Norwood Corporation", avec un capital de \$60,000 divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Mocambo Café Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept novembre 1951, constituant en corporation: Yvon Boivin, Orient Poitras, comptables, et Hippolyte Ross, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie hôtelière, sous le nom de "Mocambo Café Inc." avec un capital de \$48,000 divisé en 480 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Montreal Automatic Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1951, constituant en corporation: Laurent Drouin, avocat, Gaétane Richer, et Françoise Bellay, sténographes, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre toute sorte d'engins et machines, et leurs accessoires, sous le nom de "Montreal Automatic Works Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

**Montreal Council of Orthodox Rabbis
Vaad Horabonim**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf novembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Rabbis Sheea Herschorn, Benzion Goldzweig et Pinchus Hirschprung, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer des travaux religieux et culturels pour les juifs de la cité de Montréal, sous le nom de "Montreal Council of Orthodox Rabbis" — "Vaad Horabonim".

Le montant de la valeur des biens immobiliers ou revenus que la corporation peut posséder est de \$5,000.

To manufacture and deal in wearing apparel and accessories, under the name of "McCulloch-Norwood Corporation", with a capital stock of \$60,000, divided into 5,000 preferred shares of a par value of \$10. each and 1,000 common shares of a par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Mocambo Café Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1951, incorporating: Yvon Boivin, Orient Poitras, accountants, and Hippolyte Ross, manager, all of the city and judicial district of Montreal for the following purposes:

To carry on the hotel business under the name of "Mocambo Café Inc." with a capital stock of \$48,000, divided into 480 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Montreal Automatic Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1951, incorporating: Laurent Drouin, advocate, Gaétane Richer, and Françoise Bellay, stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to sell all kinds of engines and machines, and their accessories, under the name of "Montreal Automatic Works Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

**Montreal Council of Orthodox Rabbis
Vaad Horabonim**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1951, incorporating without share capital: Rabbis Sheea Herschorn, Benzion Goldzweig and Pinchus Hirschprung, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on religious and cultural work for the Jew of the City of Montreal, under the name of "Montreal Council of Orthodox Rabbis" — "Vaad Horabonim".

The amount of immoveables property or revenue which the corporation may possess is \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Premier Machine Works Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept novembre 1951, constituant en corporation: Larry Smith, comptable, Bernard Diamond avocat, de la cité de Montréal, Louis Orenstein, avocat d'Outremont, et Gilbert Howard, marchand, de St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de machinistes, sous le nom de "Premier Machine Works Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 action privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1599 rue du Bullion, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Premier Machine Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1951, incorporating: Larry Smith, accountant, Bernard Diamond, advocate, of Outremont, and Gilbert Howard, merchant, of St. Laurent, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of machinists, under the name of "Premier Machine Works Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100 each and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 1599 de Bullion St., Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Produits Gaza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1951, constituant en corporation: Dunois Gazaille, industriel, de Montreal, Jules Dupré, C.R., avocat, d'Outremont, tous deux du district judiciaire de Montréal, et Paul Duranleau, C.R., avocat, de Belœil, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tout produit alimentaire, se rapportant au commerce de boucherie, charcuterie et épicerie, sous le nom de "Produits Gaza Inc.", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2280, rue Florian, Montréal, District judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le six novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Produits Gaza Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the six day of November, 1951, incorporating: Dunois Gazaille, industrialist, of Montreal, Jules Dupré, K.C., advocate, of Outremont, both of the judicial district of Montreal, and Paul Duranleau, K.C., advocate, of Belœil, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To deal with all food products connected with the butcher, and grocery business, under the name of "Produits Gaza Inc.", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2280 Florian street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Quebec Pacific Lumber Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre 1951, constituant en corporation: Romanus Curran, avocat, de Noranda, Denise Corriveau et Simone Séguin, secrétaire, toutes deux de Rouyn, tous du district judiciaire de Rouyn-Noranda pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bois de construction, sous le nom de "Quebec Pacific Lumber Sales Ltd." avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 34, est, rue Gamble, en la cité de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Quebec Pacific Lumber Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1951, incorporating: Romanus Curran, barrister, of Noranda, Denise Corriveau and Simone Séguin, secretaries both of Rouyn, all in the Judicial District of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber, under the name of "Quebec Pacific Lumber Sales Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at 34 Gamble Street East, in the City of Rouyn, Judicial District of Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Raymond Paquette Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1951, constituant en corporation: Raymond Paquette, marchand, Georgette Tassé, sténographe, et Maurice Demers, avocat, tous de Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Acheter, vendre des voitures-automobiles, et exploiter un garage, sous le nom de "Raymond Paquette Automobile Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le dix novembre 1951.

L'Assistant procureur général,
31680-o L. DÉSILETS.

Spot-Lite Maps Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq novembre 1951, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Theodore Herzl Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, et Jean McFarlane, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fournitures électriques et mécaniques, sous le nom de "Spot-Lite Maps Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Superior Packers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un octobre 1951, constituant en corporation: André Gagnon, avocat, Jean-Baptiste Brown, comptable, tous deux de la cité de Québec, et Thérèse Sirois, sténographe, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boucher et épicer, sous le nom de "Superior Packers Ltd." avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Louis de Pintendre, Comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Raymond Paquette Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1951, incorporating: Raymond Paquette, merchant, Georgette Tassé, stenographer, and Maurice Demers, advocate, all of Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To purchase, sell automobiles and operate a garage, under the name of "Raymond Paquette Automobile Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680 Deputy Attorney General.

Spot-Lite Maps Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1951, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Theodore Herzl Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, and Jean McFarlane, secretary, of the City of Montreal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical and mechanical equipment, under the name of "Spot-Lite Maps Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Superior Packers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1951, incorporating: André Gagnon, barrister, Jean-Baptiste Brown, accountant, both of the City of Quebec, and Thérèse Sirois, stenographer, of Lauzon, all in the Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of butcher and grocer, under the name of "Superior Packers Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at St. Louis de Pintendre, Lévis County, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this thirty-first day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Tanaco Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix novembre 1951, constituant en corporation: Joseph Taub, marchand, de la cité d'Outremont, Moses Bernat Taub, Andrew A. Naftali, marchands et Dame Zelma Salzberger, marchande publique, épouse séparée de biens de Andrew A. Naftali, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des placements dans la propriété immobilière et en retirer des revenus, sous le nom de "Tanaco Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31680

L. DÉSILETS.

Tanaco Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1951, incorporating: Joseph Taub, merchant, of the City of Outremont, Moses Bernat Taub, Andrew A. Naftali, merchants, and Dame Zelma Salzberger, marchande publique, wife separate as to property of Andrew A. Naftali, all three of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To invest in real property and to earn income therefrom, under the name of "Tanaco Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10. each, and 3,000 preferred shares of \$10. each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

The Heliac Management Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six novembre 1951, constituant en corporation: Joseph Gagnon, fils Bénoni, commerçant, Lorenzo Brisson, comptable et homme d'affaires, et Marcel Gauthier, fils Ernest, contracteur et hommes d'affaires, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction, mercerie, produits alimentaire, vendre des automobiles et leurs accessoires, sous le nom de "The Heliac Management Co. Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le six novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31680-o

L. DÉSILETS.

The Heliac Management Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1951, incorporating: Joseph Gagnon, son of Benoni, tradesman, Lorenzo Brisson accountant and business-man, and Marcel Gauthier, son of Ernest, contractor and business-man, all of Chicoutimi judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in building materials, haberdashery, food-products, to sell automobiles and their accessories, under the name of "The Heliac Management Co. Limited", with a capital of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

T. Laing Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq novembre 1951, constituant en corporation: Henri Laing, boulanger, Roger Laing, boulanger et pâtissier, Marcel Laing et Jean-Marie Laing, livreurs, tous de Grand-Mère, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de boulanger et pâtissier, sous le nom de "T. Laing Ltée", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grand-Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le cinq novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31680-o

L. DÉSILETS.

T. Laing Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1951, incorporating: Henri Laing, baker, Roger Laing, baker, and pastry-cook, Marcel Laing and Jean-Marie Laing, delivery-men, all of Grand-Mère, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as baker and pastry-cook, under the name of "T. Laing Ltée", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the corporation will be at Grand-Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Tomiska Copper Mines Ltd.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept novembre 1951, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et Conseil en Loi du Roi, Françoise Gagnon et Yvette Picard, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Tomiska Copper Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 427 ouest rue St-Jacques, chambre 11, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Transitexim Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq novembre 1951, constituant en corporation: Abraham Neumann, Ladislav Sas, tous deux marchands et Morris Treitel, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de fourrures, vêtements et tissus textiles, sous le nom de "Transitexim Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 423 rue Mayor, chambre 7, Montréal, dans le district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

Vanguard Construction Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze novembre 1951, constituant en corporation: Marcel Pigeon, avocat, Lionel Lefebvre, comptable, Mario-E. Lattoni, avocat et Conseil en Loi du Roi, Edmée Fortin, secrétaire, et Liborio Lattoni, bourgeois, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Tomiska Copper Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1951, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Françoise Gagnon, and Yvette Picard, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones, may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Tomiska Copper Mines Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1. each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at 427 St. James St. West, Room 11, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Transitexim Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1951, incorporating: Abraham Neumann, Ladislav Sas, both merchants, and Morris Treitel, salesman, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in furs, clothing and textile fabrics, under the name of "Transitexim Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company to be at 423 Mayor St., Room 7, Montreal, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Vanguard Construction Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of November, 1951, incorporating: Marcel Pigeon, advocate, Lionel Lefebvre, accountant, Mario-E. Lattoni, advocate, and King's Counsel, Edmée Fortin, secretary, and Liborio Lattoni, gentleman, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction de travaux publics et privés, sous le nom de "Vanguard Construction Corporation", avec un capital de \$1,000,000 divisé en 1,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31680

L. DÉSILETS.

To carry on the business of general contractors for the construction of work, public and private, under the name of "Vanguard Construction Corporation", with a capital stock of \$1,000,000 divided into 1,000,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

31680-o

Deputy Attorney General.

Viande Chevaline Canadienne Inc. Canadian Horse Meat Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize novembre 1951, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, Hattie Herman et Rose Markis, secrétaires tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et traiter des viandes d'animaux, sous le nom de "Viande Chevaline Canadienne Inc." — "Canadian Horse Meat Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31680

L. DÉSILETS.

Viande Chevaline Canadienne Inc. Canadian Horse Meat Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1951, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, Hattie Herman and Rose Markis, secretaries all of the City and judicial District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and process animal meats, under the name of "Viande Chevaline Canadienne Inc." — "Canadian Horse Meat Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

31680-o

Deputy Attorney General.

Vogue Dry Cleaning Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux novembre 1951, constituant en corporation: George Gordon Kohl, avocat de St-Lambert, Maureen Bowers, sténographe, d'Outremont, et Myrtle O'Connor, sténographe, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyage et teinturerie en général, sous le nom de "Vogue Dry Cleaning Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31680

L. DÉSILETS.

Vogue Dry Cleaning Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1951, incorporating: George Gordon Kohl, advocate, of St. Lambert, Maureen Bowers, stenographer, of Outremont, and Myrtle O'Connor, stenographer, of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general dyeing and cleaning, under the name of "Vogue Dry Cleaning Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1951.

L. DÉSILETS,

31680-o

Deputy Attorney General.

Wishing Well Greeting Cards Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un octobre 1951, constituant en corporation: Harold S. Freeman, B. Benno Cohen, tous deux avocats, Joseph H. Kaplan, étudiant en droit, et Abraham Golden, enquêteur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de toutes sortes de souhaits et jouets, sous le nom de "Wishing Well Greeting Cards Ltd."

Le capital de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 500

Wishing Well Greeting Cards Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1951, incorporating: Harold S. Freeman, B. Benno Cohen, both advocates, Joseph H. Kaplan, law student, and Abraham Golden, investigator, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in all kinds of Greeting cards and toys, under the name of "Wishing Well Greeting Cards Ltd."

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares having no nominal or par value

actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente-et-un octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31680 L. DÉSILETS.

and 500 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$10,000.

The head office of the company to be at Montreal, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the thirty-first day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31680-o Deputy Attorney General.

Comité des Loisirs de Saint-Rodrigue

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains ((14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept décembre 1951, constituant en corporation le "Comité des Loisirs de Saint-Rodrigue".

Le siège social de ladite corporation est situé en la paroisse de Saint-Rodrigue, cité de Charlesbourg.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
31708-o JEAN BRUCHÉSI.

Comité des Loisirs de Saint-Rodrigue

Notice is hereby given that under the dispositions of section 20, of the Roman Catholic Bishops Act (14 Georges VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1951, incorporating: "Comité des Loisirs de Saint-Rodrigue".

The corporate seat of the said corporation is in the parish of Saint-Rodrigue, city of Charlesbourg.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of December, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31708 Under Secretary of the Province.

Arrêtés en Conseil

Avis est donné que, par décret du Conseil exécutif en date du 13 décembre 1951, l'ordonnance suivante a été émise, savoir:

RAPPORT AU CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1393

Québec, le 13 décembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT certaines corporations municipales.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre des Affaires municipales:

1° etc.,

5° QUE soit approuvée la requête du conseil de la cité de Saint-Jean à l'effet de décréter l'annexion, à la dite cité, de tout le territoire compris dans les limites décrites dans la description officielle du 6 décembre 1951 du département des Terres et Forêts, ledit territoire étant détaché de la municipalité de Saint-Jean, dans le comté municipal de St-Jean et que ladite annexion entre en vigueur à compter du 1er janvier après la publication de l'ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec* décrétant ladite annexion, le tout conformément aux dispositions de la Loi 53 Victoria, chapitre 71, article 28;

(signé) A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

DESCRIPTION OFFICIELLE DU TERRITOIRE CI-HAUT MENTIONNÉ

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean, tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, cours d'eau, ou partie

Orders in Council

Notice is hereby given that, by a decree of the Executive Council dated the 13th day of December, 1951, the following Order was issued, to wit:

REPORT TO THE COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1393

Quebec, December 13, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain municipal corporations.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Municipal Affairs:

1. etc.,

5. THAT the petition of the council of the city of Saint Johns be approvee, for the purpose of enacting the annexation, to the said city, of all the territory comprised within the limits in the official description of the 6th of December, 1951, of the Department of Lands and Forests, the said territory being detached from the municipality of Saint Johns, in the municipal county of Saint Johns and that the said annexation shall come into force as from the first of January following the publication of the order in the *Quebec Official Gazette*, enacting the said annexation, the whole in conformity with the provisions of the Act 53 Victoria, chapter 71, section 28:

(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

OFFICIAL DESCRIPTION OF THE TERRITORY ABOVE MENTIONED

A territory actually forming part of the municipality of Saint-Johns, County of St. Johns, comprising, with reference to the official cadastre for the Parish of Saint Johns, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, and also the roads, streets, lanes, railway rights of way, watercourses or parts of same, enclosed

d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle sud-ouest du lot 109; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: de côté est du chemin du Grand-Bernier, limitant à l'ouest les lots 109, 107, 103, 102, 101 et 100 et traversant les lots 98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 91 et 90; la ligne nord du lot 90 jusqu'au coin sud-ouest du lot 77; la ligne ouest du lot 77; la ligne sud du lot 78 jusqu'au coin sud-ouest de ce lot; une ligne brisée limitant vers l'ouest les lots de 78 à 89 inclusivement; la ligne nord du lot 89 et le côté sud du chemin limitant ledit lot au nord; le côté ouest d'un chemin, longeant le canal Chambly, limitant vers l'est les lots 89, 88, 87, 86, 85, 84, 83, 82, 81, 80, 79, 78 et 77; de là, passant par les limites actuelles de la cité de Saint-Jean en suivant le côté nord-ouest du ruisseau Jackwood: la ligne séparative des lots 74 et 77 jusqu'à une ligne perpendiculaire à la ligne sud du lot 63 originant en un point de ladite ligne sud du lot 63 à une distance de 3120 pieds anglais du coin sud-est dudit lot; ladite ligne perpendiculaire à la ligne sud du lot 63 jusqu'à un point distant de 360 pieds anglais de ladite ligne sud du lot 63; une parallèle à ladite ligne sud du lot 63 en allant vers l'ouest sur une distance de 342 pieds anglais; une perpendiculaire à la même ligne allant vers le sud sur une distance de 360 pieds anglais; ladite ligne sud du lot 63 jusqu'au coin sud-ouest dudit lot; une ligne brisée limitant vers l'est les lots 94, 95, 96, 97, 98, 100, 102, 108 et 109 et enfin la ligne sud du lot 109 pour revenir au point de départ; lequel territoire à être détaché de la municipalité de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, pour être annexé à la cité de Saint-Jean, en vertu de l'article 28 de sa charte, 53 Victoria, chapitre 71.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31681-o JEAN BRUCHÉSI.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1398

Québec, le 13 décembre 1951

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la chasse à la perdrix de savane et à la perdrix grise.

ATTENDU qu'il y a lieu d'étendre la période où soit permise la possession de la perdrix de savane et de la perdrix grise tuée ou capturée en 1951.

Vu l'article 8 du chapitre 153 des Statuts révisés de Québec, 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE la possession de perdrix de savane et de perdrix grise légalement tuée ou capturée en 1951 soit permise jusqu'au 6 janvier 1952 inclusivement, et que l'arrêté ministériel N° 674 du 28 juin 1951 soit amendé en conséquence.

A. MORISSET,
31698-o Greffier du Conseil Exécutif.

within the following boundaries, to wit: Starting at the summit of the southwest corner of lot 109; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the east side of the "Grand-Bernier" road, bounding on the west lots 109, 107, 103, 102, 101 and 100 and crossing lots 98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 91 and 90; the north line of lot 90 as far as the southwest corner of lot 77; the west line of lot 77; the south line of lot 78 as far as the southwest corner of said lot; a broken line bounding on the west lots from 78 to 89 inclusively; the north line of lot 89 and the south side of the road bounding the said lot on the north; the west side of a road, running along the Chambly canal, bounding on the east lots 89, 88, 87, 86, 85, 84, 83, 82, 81, 80, 79, 78 and 77; thence, passing by the actual limits of the city of Saint Johns and following the northwest side of the Jackwood stream; the division line of lots 74 and 77 up to a line perpendicular to the south line of lots 63 originating in a point on the said south line of lot 63 at a distance of 3210 feet, English measure, from the southeast corner of said lot; the said line perpendicular to the south line of lot 63 as far as a point 360 feet, English measure, distant from the said south line of lot 63; a line parallel to the said south line of lot 63 and running westward for a distance of 342 feet, English measure; one perpendicular to the same line running southward for a distance of 360 feet, English measure; the said south line of lot 63 up to the southwest corner of said lot; a broken line bounding on the east lots 94, 95, 96, 97, 98, 100, 102, 108 and 109 and finally the south line of lot 109 to return to the starting point; the said territory to be detached from the municipality of Saint Johns, county of Saint Johns, to be annexed to the City of Saint Johns, in virtue of section 28 of its charter, 53 Victoria, chapter 71.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of December, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31681 Under Secretary of the Province.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1398

Quebec, December 13, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

CONCERNING the hunting of Spruce and Birch Partridge.

WHEREAS it is expedient to extend the period wherein it shall be permitted to possess spruce and birch partridge killed or captured in 1951.

IN VIEW of section 8 of chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT the possession of birch and spruce partridge legally killed or captured in 1951, be permitted until the 6th of January, 1952, inclusively, and that the Order-in-Council No. 674 of the 28th of June, 1951, be consequently amended.

A. MORISSET,
31698 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1337

Québec, le 29 novembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 289-B du 22 mars 1951, soit modifié en y ajoutant le paragraphe suivant à la fin de la section I (Cotisation):

"e) Toutes les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels, artisans et salariés de l'industrie et des métiers de la construction dans le comté de Labelle, ajouté à la juridiction territoriale du décret par l'arrêté en conseil numéro 1228-E du 31 octobre 1951."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

31725-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1337

Quebec, November 29, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "D"

CONCERNING an amendment of the levy by-law of the Joint Committee of Terrebonne County.

BE IT ENACTED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the levy by-law of the Joint Committee of Terrebonne County, approved by Order in Council number 289-B of March 22, 1951, be amended by adding thereto the following paragraph at the end of part I (Assessments):

"e) The provisions of the present by-law also apply to the professional employers, the artisans and the employees of the construction industry and trades in the county of Labelle which was added to the territorial jurisdiction of the decree by Order in Council number 1228-E of October 31, 1951."

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

31725-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1396

Québec, le 13 décembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans les cités de Québec et Lévis et la ville de Lauzon.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans les cités de Québec et Lévis et la ville de Lauzon, rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, amendé par les arrêtés numéros 4200 et 4252 des 28 novembre et 1er décembre 1940, 1043 du 30 avril 1941, 1168, 1756 et 3144 des 13 mai, 24 juillet et 20 novembre 1942, 2631 du 10 septembre 1943, 1431 du 28 avril 1944, 3499 du 1er septembre 1945, 1655 et 4717 des 10 mai et 14 novembre 1946, 1310-B du 12 août 1947, 68-B, 1162-A et 1763-B des 22 janvier, 9 septembre et 23 décembre 1948, 1029-A et 1198-C des 14 septembre et 27 octobre 1949, 915-A du 9 août 1950 et 735-C du 12 juillet 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 novembre 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1396

Quebec, December 13, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the hardware, paint and building materials trade in the cities of Quebec and Lévis and the town of Lauzon.

* WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware, paint and building materials trade in the cities of Quebec and Lévis and the town of Lauzon, rendered obligatory by the decree 1090 of March 7, 1940, as amended by Orders Nos. 4200 and 4252 of November 28 and December 1, 1940, 1043 of April 30, 1941, 1168, 1756 and 3144 of May 13, July 24 and November 20, 1942, 2631 of September 10, 1943, 1431 of April 28, 1944, 3499 of September 1, 1945, 1655 and 4717 of May 10 and November 14, 1946, 1310-B of August 12, 1947, 68-B, 1162-A and 1763-B of January 22, September 9 and December 23, 1948, 1029-A and 1198-C of September 14 and October 27, 1949, 915-A of August 9, 1950 and 735-C of July 12, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of November 10, 1951;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 1090, soit modifié comme suit:

1° Le sous-paragraphe "f-5" de l'article II est abrogé.

2° Le sous-paragraphe "g-4" de l'article II est abrogé.

3° Le troisième alinéa du sous-paragraphe "b-3" de l'article III est remplacé par le suivant: "Tout employé a droit à une heure et demie pour prendre ses repas."

4° Les paragraphes "ff" et "hh" de l'article IV sont radiés.

5° La référence au paragraphe "hh" est radiée du paragraphe "j" de l'article IV.

6° L'article VI-B suivant est ajouté:

"VI-B. *Dispositions particulières applicables aux marchands de matériaux de construction:* Dans les établissements où on vend que des matériaux de construction, ou qui sont reconnus comme tels par le Comité paritaire, les dispositions particulières suivantes s'appliquent:

Définitions: 1. Le terme "premier commis d'entrepôt" désigne l'employé qui a sous sa surveillance et sa direction au moins quatre (4) employés.

2. Le terme "employé d'entrepôt" désigne l'employé dont le travail consiste à recevoir, débiller, expédier la marchandise ou la placer dans les entrepôts ou les cours.

3. Le terme "personnel masculin de bureau" ou "teneur de livres" comprend les commis à la vente et aux écritures des commandes et les commis aux commandes.

4. Le terme "employé temporaire" désigne l'employé qui est embauché occasionnellement pour travailler dans les entrepôts ou les cours ou sur la livraison et fait moins de trente (30) heures de travail par semaine.

Durée du travail: 5. La semaine régulière de travail est de quarante-neuf heures et demie (49½) réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 7.30 a.m. à 5.30 p.m.

Le samedi: de 7.30 a.m. à midi.

6. Les salariés n'ont droit qu'à une (1) heure pour les repas.

Taux de salaires: 7. Le salaire minimum pour la semaine régulière ou normale de l'établissement est le suivant:

Occupation:

	Salaire hebdomadaire
a) 1. Gérant.....	\$57.00
2. Chef-Comptable.....	50.00
3. Premier commis à la vente.....	50.00
4. Premier commis d'entrepôt.....	44.00
b) Livreur.....	40.00
c) Aide-Livreur (moins de 21 ans).....	25.00
(21 ans et plus).....	30.00
d) Personnel masculin de bureau (Teneur de livres)	
1ère année.....	18.00
2ème année.....	22.00
3ème année.....	25.00
4e année.....	29.00
5e année.....	33.50
6e année.....	38.00
7e année.....	42.00
8e année.....	46.00
e) Employé d'entrepôt	
1ère et 2ème années d'expérience.....	31.00
Après 2 ans d'expérience.....	36.00
f) Employé temporaire (l'heure).....	0.80

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1090, be amended as follows:

1. Paragraph "f-5" of section II is deleted.

2. Paragraph "g-4" of section II is deleted.

3. The third sub-paragraph of paragraph "b-3" of section III is replaced by the following: "Every employee is entitled to one hour and a half for his meals."

4. Subsections "ff" and "hh" of section IV are deleted.

5. The letters "hh" is stricken off subsection "j" of section IV.

6. The following section VI-B is added:

"VI-B. *Special provisions respecting building materials dealers:* In establishments where only building materials are sold, or in those which the Parity Committee so considers, the following special provisions shall also apply:

Definitions: 1. The words "warehouse head clerk" mean the employee in charge of at least four (4) employees.

2. The words "warehouse man" mean the employee whose work is to receive, unpack, ship merchandise or place it in the warehouse or yards.

3. The words "male office employee" or "book-keeper" mean the clerks working at the sales, orders and order records.

4. The words "temporary employee" mean an employee hired occasionally to work in the warehouses or yards or on the delivery, and who works less than thirty (30) hours per week.

Duration of work: 5. The standard work week consists of forty-nine hours and a half (49½) distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 7.30 a.m. to 5.30 p.m.

Saturday: 7.30 a.m. to 12.00 (noon).

6. Employees shall have but one hour off for the meals.

Wages rates: 7. The minimum wages for the standard work week of the establishment shall be as follows:

Occupation:

	Weekly wages
a) 1. Manager.....	\$57.00
2. Chief accountant.....	50.00
3. Head sales clerk.....	50.00
4. Head warehouse-clerk.....	44.00
b) Delivery man.....	40.00
c) Delivery man's helper (under 21 years of age).....	25.00
(21 or over).....	30.00
d) Male office employees (bookkeepers)	
1st year.....	18.00
2nd year.....	22.00
3rd year.....	25.00
4th year.....	29.00
5th year.....	33.50
6th year.....	38.00
7th year.....	42.00
8th year.....	46.00
e) Warehouse employee	
1st and 2nd years of experience.....	31.00
After 2 years of experience.....	36.00
f) Temporary employee (per hour).....	0.80

g) Personnel féminin de bureau	
1ère année.....	18.00
2ème année.....	21.50
3ème année.....	25.00
4e année.....	28.50

8. La moitié de tous les salariés mentionnés aux sous-paragraphes "a-1", "a-2", "a-3", "a-4" "d" et "e" du paragraphe "7" du présent article doivent recevoir le salaire maximum de leur catégorie respective et, après sept (7) ans pour le personnel masculin de bureau et deux (2) ans pour les employés d'entrepôt, doivent recevoir le salaire correspondant à la septième ou la deuxième année d'expérience suivant le cas, jusqu'à ce qu'il se produise une vacance dans cette moitié des salariés d'un même employeur qui reçoivent le salaire maximum de leur catégorie respective.

Du moment qu'une vacance se produit dans le premier 50% de chaque catégorie, le salarié qui a sept (7) années d'expérience ou plus de deux ans d'expérience et qui a été classifié au salaire de la septième année ou de la deuxième année, suivant le cas, attendant une place vacante dans le premier 50% a droit automatiquement au salaire maximum de sa catégorie par ordre de seniorité d'expérience."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

31725-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1431

Québec, le 20 décembre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Status re-fondus de Québec 1941, chapitre 163 et amende-ments), le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuilles a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender le décret numéro 456 du 26 avril 1951, amendé par les arrêtés numéros 829-B et 1196-C des 1er août et 25 octobre 1951, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 novembre 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 456, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "d" suivant est ajouté à l'article V:

"d) Lorsque la majorité des salariés d'un établissement le demande et ce, avec l'assentiment de l'employeur, il est permis de remplacer les 24 et 31 décembre 1951 par un nombre équivalent d'heures effectuées durant le mois de décembre 1951, en dehors des heures régulières de travail, rémunérées au taux simples, n'importe quel jour de la semaine, excepté le dimanche."

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

31725-o Greffier du Conseil Exécutif.

g) Female office employees	
1st year.....	18.00
2nd year.....	21.00
3rd year.....	25.00
4th year.....	28.50

8. Half of all the employees mentioned in paragraphs "a-1", "a-2", "a-3", "a-4", "d" and "e" of subsection 7 of the present section shall receive the maximum wage for their respective category, and, after seven (7) years in the case of male office employees and two (2) years in the case of warehouse men, shall receive the wages set for the seventh or second year of experience, as the case may be, until a vacancy occurs in that half of the employees of a same employer which receives the maximum wage rate for their respective category.

When a vacancy occurs in the first 50% of each category, the employee with seven (7) years of experience or more than two (2) years of experience and who has been classified in the seventh or second year, as the case may be, waiting for a vacancy to occur in the first 50% is automatically entitled to the maximum wages of his category by order in seniority of experience."

(Document "B" annexed to the order)

A. MORISSET,

31725-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1431

Quebec, December 20th, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the sheet metal fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limite.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 456 of April 26, 1951, as amended by Orders Nos. 829-B and 1196-C of August 1 and October 25, 1951, relating to the sheet metal fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 17, 1951;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 456, be amended as follows:

The following subsection "d" is added to section V.

"d) If request by the majority of employees in any establishment and with the agreement of the employer concerned, it shall be permissible to substitute, for December 24th and 31st 1951, an equivalent number of hours outside the regular workings hours to be worked at regular rates any day (excepting Sundays) during the month of December 1951."

(Document "E" annexed to the order)

A. MORISSET,

31725-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS DE CORRECTION

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'avis concernant la formation du syndicat professionnel "Association des Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval (portion sise sur l'Île Jésus) et Terrebonne", publié dans la *Gazette officielle de Québec*, numéro 50, 15 décembre 1951, à la page 3372, est corrigé de la façon suivante: dans le deuxième paragraphe dudit avis, il faut lire ceci: "Le siège social du syndicat professionnel précité est situé en la ville de Saint-Jérôme", comté de Terrebonne."

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31682-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Hauteville", en date du 9 septembre 1951, dont le siège social est situé à Hauteville, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 octobre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31683-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Société de la Batteuse St-Jean Port Joli", en date du 30 août 1951, dont le siège social est situé à Saint-Jean Port Joli, comté de L'Islet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 novembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31684-o JEAN BRUCHÉSI.

STANDARD CHEMICAL COMPANY, LIMITED

Règlement N° 5

Diminuant le nombre des directeurs

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété que:
1. Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, diminué de six à trois.

2. Le règlement N° 1 de la compagnie est, par les présentes, amendé comme suit:
a) En rayant l'article 3 d'icelui et en y substituant le suivant:

"3. Nombre. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de trois (3) directeurs."

b) En rayant le mot "trois" où il apparaît dans la première phrase de l'article 9 d'icelui et en y substituant le mot "deux".

Montréal, Québec, 10 décembre 1951.

[Sceau] Le Secrétaire,
31696 S. A. KERR.

Miscellaneous Notice

NOTICE OF CORRECTIONS

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the notice concerning the formation of the professional syndicate "Association des Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval (portion sise sur l'Île Jésus) et Terrebonne", published in the *Quebec Official Gazette*, Number 50, of the 15th of December, 1951, on page 3372, is corrected as follows: in the second paragraph of said notice, please read: "The principal place of business of the said professional syndicate is situate in the town of Saint-Jérôme, county of Terrebonne."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of December, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31682 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Hauteville", under date the ninth day of September, 1951, whereof the head office is at Hauteville, county of Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of October, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31683 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Société de la Batteuse St-Jean Port Joli", under date the 30th day of August 1951, whereof the head office is at Saint-Jean Port Joli, county of L'Islet, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of November, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31684 Under Secretary of the Province.

STANDARD CHEMICAL COMPANY, LIMITED

By-law No. 5

Reducing Number of Directors

Be it and it is hereby enacted that:

1. The number of directors of the company is hereby reduced from six to three.

2. By-law No. 1 of the company is hereby amended as follows:

a) By deleting Article 3 thereof and substituting therefor the following:

"3. Number. The affairs of the company shall be managed by a board of three (3) directors."

b) By deleting the word "three" where it appears in the first sentence of Article 9 thereof and substituting therefor the word "two".

Montreal, Quebec, 10th December, 1951.

[Sceau] S. A. KERR,
31696-o Secretary.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 14 décembre 1951, le règlement numéro 15 et le règlement spécial d'emprunt de la "Ukrainian National Federation of Quebec", tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 28 novembre 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31685-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-law number 15 and the Special Loan By-law, of "Ukrainian National Federation of Quebec," as adopted at the special general meeting held on November 28, 1951, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on December 14, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, December 15, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
31685 Under Secretary of the Province.

AVIS

Avis est par les présentes donné que le règlement suivant a été adopté à l'unanimité à une assemblée des directeurs de la compagnie "Dieter Hugo Stinnes Inc.", tenue le 6 juin 1951, et approuvé, ratifié et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue au siège social de la compagnie le 8 juin 1951, ce règlement augmentant le nombre des directeurs de ladite compagnie de trois à cinq:

Règlement N° 8

Directeurs

Les affaires de la compagnie seront dirigées par un bureau de direction de cinq (5) directeurs, trois (3) desquels seront présents pour constituer un quorum.

Les directeurs seront en fonction pour un (1) an à compter de leur nomination ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

Montréal, le 30 novembre 1951.

[Sceau] Le Secrétaire,
31693 MARCEL PICHÉ.

AVIS

Avis est par les présentes donné que le règlement suivant a été adopté à l'unanimité à une assemblée des directeurs de la compagnie "Transocean Machine Company Inc.", tenue le 11 août 1951, et approuvé, ratifié et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue au siège social de la compagnie, le 13 août 1951, ce règlement augmentant le nombre des directeurs de ladite compagnie de trois à quatre.

Règlement N° 8

Directeurs

Les affaires de la compagnie seront dirigées par un bureau de direction de quatre (4) directeurs, trois (3) desquels seront présents pour constituer un quorum.

Les directeurs seront en fonction pour un (1) an à compter de leur nomination ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

Montréal, le 30 novembre 1951.

[Sceau] Le Secrétaire,
31694 MARCEL PICHÉ.

AVIS

Avis est par les présentes donné que le règlement suivant a été adopté à l'unanimité à une assemblée des directeurs de la compagnie "Transocean Trading Inc.", tenue le 11 août 1951, et

NOTICE

Notice is hereby given that the following By-law was unanimously adopted at a meeting of Directors of "Dieter Hugo Stinnes Inc.", held on the 6th day of June 1951, and unanimously approved, ratified and confirmed at a special general meeting of the shareholders held at the head office of the company, on the 8th day of June 1951, such By-law increasing the number of directors of said company from three to five.

By-Law No. 8

Directors

The affairs of the company shall be managed by a Board of five (5) directors, three (3) of whom shall be present to constitute a quorum.

The directors shall hold office for one (1) year from their appointment, or until their successors are appointed.

Montreal, this 30th of November, 1951.

[Seal] MARCEL PICHÉ,
31693-o Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that the following By-law was unanimously adopted at a meeting of directors of "Transocean Machine Company Inc.", held on the 11th day of August 1951, and unanimously approved, ratified and confirmed at a special general meeting of the shareholders held at the head office of the company, on the 13th day of August 1951, such By-law increasing the number of directors of said company from three to four:

By-Law No. 8

Directors

The affairs of the company shall be managed by a Board of four (4) directors, three (3) of whom shall be present to constitute a quorum.

The directors shall hold office for one (1) year from their appointment, or until their successors are appointed.

Montreal, this 30th day of November 1951.

[Seal] MARCEL PICHÉ,
31694-o Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that the following By-law was unanimously adopted at a meeting of directors of "Transocean Trading Inc.", held on the 11th day of June 1951, and unanimously

approuvé, ratifié et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires au siège social de la compagnie le 13 juin 1951, ce règlement augmentant le nombre des directeurs de ladite compagnie de trois à quatre:

Règlement N° 8

Directeurs

Les affaires de la compagnie seront dirigées par un bureau de direction de quatre (4) directeurs, trois (3) desquels seront présents pour constituer un quorum.

Les directeurs seront en fonction pour un (1) an à compter de leur nomination ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés.

Montréal, le 30 novembre 1951.

[Sceau]
31695

Le Secrétaire,
MARCEL PICHÉ.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Professeurs Catholiques de Malartic", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 décembre 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Malartic, comté d'Abitibi-Est.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31706-0 JEAN BRUCHÉSI.

HAMPSTEAD LAND & CONSTRUCTION COMPANY

Règlement spécial "C"

Réduction du nombre des directeurs

Le nombre des directeurs de cette compagnie est par la présente réduit de cinq à trois et le règlement 8 est par la présente modifié en y ayant le mot "cinq" et en y substituant le mot "trois".

Certifié vraie copie du règlement spécial "C" de "Hampstead Land & Construction Company" décrété par les directeurs le 14ème jour de novembre, 1951, et approuvé à l'unanimité par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée dans le but de le considérer et tenue le 27ème jour de novembre, 1951.

Montréal, le 6 décembre, 1951.
[Sceau] Le Secrétaire-trésorier,
31709-0 F. H. GODIN.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Employés de la Montreal Dyeing & Cleaning Co. Ltd.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 décembre 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31718-0 JEAN BRUCHÉSI.

approved, ratified and confirmed at a special general meeting of the shareholders held at the head office of the company, on the 13th day of June 1951, such By-law increasing the number of directors of said company from three to four:

By-Law No. 8

Directors

The affairs of the company shall be managed by a Board of four (4) directors, three (3) of whom shall be present to constitute a quorum.

The directors shall hold office for one (1) year from their appointment, or until their successors are appointed.

Montreal, this 30th day of November 1951.

[Seal]
31695-0

MARCEL PICHÉ,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Professeurs Catholiques de Malartic" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on December 5, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Malartic, county of Abitibi-East.

JEAN BRUCHÉSI,
31706 Under Secretary of the Province.

HAMPSTEAD LAND & CONSTRUCTION COMPANY

Special By-law "C"

Reduction in Number of Directors

The number of Directors of this company is hereby reduced from five to three and By-law 8 is hereby amended by deleting therefrom the word "five" and by substituting therefor the word "three".

Certified to be a true copy of Special By-law "C" of "Hampstead Land & Construction Company" enacted by the directors on the 14th day of November, 1951, and unanimously approved by the shareholders present at a special general meeting called for the purpose of considering the same and held on the 27th day of November, 1951.

Montreal, December 6, 1951.
[Seal] F. H. GODIN,
31709-0 Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Employés de la Montreal Dyeing & Cleaning Co. Ltd.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 18, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
31718 Under Secretary of the Province.

ENTREPÔT FRIGORIFIQUE LTÉE DE SHERBROOKE
COLD STORAGE LTD.

Extrait des procès-verbaux d'une assemblée du conseil de direction de la compagnie "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", tenue à 176 rue Wellington sud, en la cité de Sherbrooke, le 17 décembre 1951, à 2 heures de l'après-midi.

Règlement "B"

Attendu que la compagnie "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", a cessé d'exercer son commerce sauf aux fins de ventiler ses affaires et n'a pas de dettes ou obligations.

Et attendu qu'il est nécessaire de distribuer l'actif de la compagnie entre les actionnaires;

En conséquence, qu'il soit décrété et il est, par les présentes décrété comme le règlement "B" de la compagnie "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", que l'actif de la compagnie soit distribué entre les actionnaires.

Et qu'il soit procédé subséquemment à sa dissolution pour abandon de charte en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies;

Les directeurs et officiers de la compagnie sont autorisés et il leur est enjoint de signer et exécuter tous actes et documents nécessaires ou souhaitables pour exécuter le présent règlement.

Je, Raoul Blais, secrétaire de la compagnie "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", certifie que le règlement reproduit ci-dessus a été dûment passé lors d'une assemblée dûment constituée du conseil de direction de la compagnie "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", à laquelle un quorum légal était présent, et tenue le 19 décembre 1951.

31711-o Le Secrétaire,
RAOUL BLAIS.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire du Collège St-Pascal de Maizerets", en date du 7 novembre 1951, dont le siège social est situé à Québec, district judiciaire de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 novembre 1951.

31720-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Laitier Signai", en date du 11 mai 1951, dont le siège social est situé à Saint-Gédéon, comté de Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 décembre 1951.

31721-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

ENTREPÔT FRIGORIFIQUE LTÉE DE SHERBROOKE
COLD STORAGE LTD.

Excerpt from the Minutes of a meeting of the Board of directors of the "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", held at 176 Wellington Street, South, in the city of Sherbrooke, December 17, 1951, at 2 o'clock in the afternoon.

By-law "B"

Whereas the company "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", has ceased to carry on its business save for the purposes of winding-up its affairs and has no debts nor liabilities.

And whereas it has been deemed necessary to distribute the assets of the company among the shareholders;

Consequently, be it enacted and it is hereby enacted as by-law "B" of the company "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd." that the assets of the company be distributed among the shareholders;

And that it shall subsequently proceed with its dissolution and the surrender of its charter under section 26 of the Quebec Companies' Act.

The Directors and officers of the company are authorized and they are directed to sign and execute all acts and documents necessary or desirable to execute the present By-law.

I, Raoul Blais, Secretary of the company "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", certify that the By-law reproduced above has been duly passed at a duly constituted meeting of the Board of directors of the company "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", at which a legal quorum was present, and held on December 19, 1951.

31711 RAOUL BLAIS,
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire du Collège St-Pascal de Maizerets" under date the 7th day of November, 1951, whereof the head office is at Quebec, judicial district of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of November, 1951.

31720 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Laitier Signai" under date the 11th day of May, 1951, whereof the head office is at Saint-Gédéon, county of Lake St-John, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of December, 1951.

31721 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Avis est par la présente donné que "Art & Music Ltée" une corporation constituée en vertu de la loi des compagnies du Québec et ayant son siège social dans la ville de Montréal, fera application au Procureur Général de la Province de Québec, pour l'abandon de sa charte en vertu de la loi des compagnies du Québec.

Daté à Montréal, ce sixième jour de décembre 1951.

Le Secrétaire,
31686-o PIERRE DIONNE.

EASTERN TOWNSHIP WINTER ROADS
ASSOCIATION

Avis est donné que la compagnie "Eastern Townships Winter Roads Association", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes octroyées le 23 décembre 1943, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Sherbrooke, le 11 décembre 1951.

Le Secrétaire,
31687-o J. F. CASTONGUAY.

AVIS

Avis est donné, conformément à la Loi des Compagnies de Québec, que la compagnie "Service Ouellet Inc.", demandera la permission d'abandonner sa charte.

Rimouski, ce 14 décembre 1951.

Le Secrétaire,
31688-o MAURICE TESSIER.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Brault & Chancencotte Compagnie Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 juin 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704-o L. DÉSILETS.

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Cairngorm Holdings Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 avril 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that the company "Art & Music Ltée" incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this sixth day of December, 1951.

PIERRE DIONNE,
Secretary.

EASTERN TOWNSHIP WINTER ROADS
ASSOCIATION

Notice is hereby given that "Eastern Townships Winter Roads Association", incorporated under the Quebec Companies Act by letters patent of December 23rd, 1943, and having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec companies Act.

Sherbrooke, this 11th day of December, 1951.

J. F. CASTONGUAY,
31687-o Secretary.

NOTICE

Notice is given in conformity with the Quebec Companies Act, that the company "Service Ouellet Inc." will apply for leave to surrender its Charter.

Rimouski, this 14th day of December, 1951.

MAURICE TESSIER,
31688 Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Brault & Chancencotte Compagnie Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty-second day of June, 1950.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Cairngorm Holdings Inc.", incorporated by letters patent dated the eighth day of April, 1937.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "C. E. May Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 novembre 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "C. E. May Limited", incorporated by letters patent dated the second day of November, 1935.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Durable Bedding Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 septembre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Durable Bedding Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-second day of September, 1947.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Foreign Light and Power Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 juillet 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Foreign Light and Power Company", incorporated by letters patent dated the fifth day of July, 1928.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Harrison Enterprises Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 juin 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Harrison Enterprises Limited", incorporated by letters patent dated the sixth day of June, 1944.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compa-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Kay-

gnie "Kaymack Investments Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 mai 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Compagnie de Navigation "J. de V." Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 octobre 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Café Yvon Robert Ltée - Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 novembre 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lemieux Charcoal Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-neuf août 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compgnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Louis Green Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du trois juin 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

mack Investments Ltd.", incorporated by letters patent dated the fifth day of May, 1944.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie de Navigation "J. de V." Limitée", incorporated by letters patent dated the sixth day of October, 1937.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Café Yvon Robert Ltée - Ltd.", incorporated by letters patent dated the twenty-seventh day of November, 1941.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lemieux Charcoal Company Limited", incorporated by letters patent dated the nineteenth day of August, 1933.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Louis Green Limited", incorporated by letters patent dated the third day of June, 1941.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Model City Housing Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 juin 1919.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Model City Housing Company, Limited", incorporated by letters patent dated the fifth day of June, 1919.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mont Tremblant Resorts, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 septembre 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mont Tremblant Resorts, Limited", incorporated by letters patent dated the fifth day of September, 1950.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Munn & Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 juillet 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Munn & Company Limited", incorporated by letters patent dated the 24th day of July, 1923.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 17th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Northern Cartage Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 mai 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Northern Cartage Ltd.", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of May, 1942.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "P-B Auto Supply & Tire Co. Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 mars 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S. R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rockland Housing Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 juin 1920.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Savern Realities Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Sparton Investments, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er juin 1943.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "P-B Auto Supply & Tire Co. Limited", incorporated by letters patent bearing date the 30th day of March, 1942.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rockland Housing Company, Limited", incorporated by letters patent dated the fourth day of June, 1920.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Savern Realities Ltd.", incorporated by letters patent dated the nineteenth day of October, 1936.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sparton Investments, Limited", incorporated by letters patent dated the first day of June, 1943.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ver-

"Verner Investment Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-sept avril 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 décembre 1951 ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31704 L. DÉSILETS.

ner Investment Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of April, 1946.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31704-o Deputy Attorney General.

YAMASKA VILLIARD CONSTRUCTION INC.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Yamaska Villiard Construction Inc." demandera l'abandon de sa charte au Procureur général pour la province de Québec, le tout suivant la Loi des compagnies de Québec.

Yamaska, le quinze décembre mil neuf cent cinquante et un.

YAMASKA VILLIARD CONSTRUCTION INC.,
Le Président,
31707-o ARMAND VILLIARD.

YAMASKA VILLIARD CONSTRUCTION INC.

Notice is hereby given that the company "Yamaska Villiard Construction Inc." intends to apply to the Attorney general for the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, the whole according to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Yamaska, December 15th, 1951.

YAMASKA VILLIARD CONSTRUCTION INC.
ARMAND VILLIARD,
31707-o President.

ENTREPOT FRIGORIFIQUE LTÉE DE SHERBROOKE
COLD STORAGE LTD.

Avis est donné que la compagnie "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec sous le nom de "Ames Packers Ltd.", le 5 novembre 1932 et dont le nom a été changé pour celui de "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", le 25 novembre 1942, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, s'adressera au Procureur général de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec. Sherbrooke, le 17 décembre 1951.

Le Secrétaire,
31712-o RAOUL BLAIS.

ENTREPOT FRIGORIFIQUE LTÉE DE SHERBROOKE
COLD STORAGE LTD.

Notice is hereby given that "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", incorporated under the Quebec Companies' Act under the name of "Ames Packers Ltd.", on November 5, 1932 and whose name has been changed to "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.", on November 25, 1942, and having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Sherbrooke, this 17th day of December, 1951.

31712-o RAOUL BLAIS,
Secretary.

Compagnie autorisée à faire
des affaires

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Canadian Pipe Line Construction Co. Ltd.", a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

Le bureau principal de la corporation pour la Province est en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Erskine Buchanan, Conseil en Loi du Roi, 437 ouest rue St-Jacques, dans ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
31705 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do
Business

Notice is hereby given that "Canadian Pipe Line Construction Co. Ltd." has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The principal office of the corporation for the Province is in the city and judicial district of Montréal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Erskine Buchanan, King's Counsel, 437 St. James Street, West, in the said City of Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of December, 1951.

31705-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Chicoutimi s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session pour amender sa charte pour les fins de municipaliser l'électricité dans les limites de ladite cité, et obtenir tous les pouvoirs y compris celui d'expropriation nécessaire pour cet objet; et pour autre fins.

Chicoutimi, le 20 novembre 1951.

Le Procureur de la Requête, J.-C. GAGNÉ.
31557-48-4-o

AVIS PUBLIC

CITÉ DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Avis est, par les présentes donné, par la cité de Salaberry-de-Valleyfield qu'elle demandera à la Législature Provinciale, à sa présente session, pour obtenir des amendements à sa charte et autres fins accessoires:

1° Imposer des taxes pour la construction d'égouts dans la cité et en fixer le coût;

2° Imposer des taxes pour la construction de trottoirs et pavés dans les rues de la cité et en fixer le coût;

3° Emprunter annuellement par règlement qui ne requiert aucune autre formalité que l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec, une somme n'excédant pas \$75,000 pour travaux urgents et dépenses urgentes;

4° Faciliter le calcul des loyers aux fins de taxation;

5° Réglementer le stationnement, les compteurs de stationnement et les terrains de stationnement;

6° Réglementer les procédures concernant les contraventions aux règlements municipaux relativement à la circulation, compteurs de stationnement et à la sécurité publique;

7° Fixer, par résolution, les jours et les heures lorsque les bureaux de la corporation de la cité seront ouverts et accessibles au public;

8° Fixer les conditions en vertu desquelles le chef de police peut-être destitué;

9° Fixer une indemnité pour les frais de représentation, en partie, du maire et échevins de la cité;

10° Autoriser l'émission de permis aux propriétaires de taxis et autobus et réglementer tels permis;

11° Ordonner la fermeture de certains établissements commerciaux durant certaines heures

12° Réglementer, limiter ou interdire l'exploitation des restaurants, buffets et comptoirs, ambulants;

13° Et autres fins accessoires;

Salaberry-de-Valleyfield, le 14 novembre 1951.

Le Procureur de la pétitionnaire, ALBERT LEMIEUX, C.R.
31558-48-4

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Fernand Grégoire, médecin de la cité de Montréal, Albert Doyon, économiste de Ville Mont-Royal, Marius Doye, ingénieur et Marcel Piché, avocat, Conseil en Loi du Roi, tous deux de la cité d'Outremont, Louis-Philippe Plamondon, industriel

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Chicoutimi will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session to amend its charter for the purpose of the municipalization of electricity within the limits of the said city and to obtain all powers including that of expropriation necessary for this purpose; and for other purposes.

Chicoutimi, November 20th, 1951.

J. C. GAGNÉ,
Attorney for applicant.
31557-48-4

PUBLIC NOTICE

CITY OF SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

Notice is hereby given by the City of Salaberry-de-Valleyfield that it will apply to the Provincial Legislature, at its present session, for amendments to its charter, for the following and other accessory purposes:

1. To levy taxes for the construction of sewers in the City and to fix the costs of such;

2. To levy taxes for the construction of side walks and pavements in the streets of the City and to fix the cost of such;

3. To borrow annually by by-law which requires no other formality than the approval of the Minister of Municipal affairs and the Quebec Municipal Commission, an amount not exceeding \$75,000.00 for urgent works and urgent expenses;

4. To facilitate the calculation of rent for taxation purposes;

5. To regulate parking, parking meters and parking spaces;

6° To regulate proceedings concerning offences to the municipal by-laws relative to traffic parking meters and public security;

7. To fix by resolution the days and hours when the offices of the Corporation of the City will be opened and accessible to the public;

8. To fix the conditions under which the chief of police may be dismissed;

9. To fix an indemnity for costs of representation in part of the mayor and aldermen of the City;

10. To authorize emission of permits to taxi and autobus owners in the City and to regulate such permits;

11. To order the closing of certain commercial establishments during certain hours;

12. To regulate, limit or prohibit the operation of itinerant restaurants, buffets or counters.

13. An other accessory purposes;

Salaberry-de-Valleyfield, this 14th day of November 1951.

ALBERT LEMIEUX, K.C.,
Attorney for petitioner.
31558-48-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Fernand Grégoire, doctor in medicine of the city of Montreal, Albert Doyon, economist of Town of Mount-Royal, Marius Doye, engineer and Marcel Piché, advocate, King's Counsel, both of the city of Outremont, and Louis-Philippe Plamondon in-

de la cité de Québec, s'adresseront à la législature de Québec à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation avec toutes autres personnes qui pourront dans l'avenir faire partie de la dite corporation sous le nom de "Centre Médical Claude Bernard Medical Centre", avec pouvoirs d'acquérir certains biens meubles et immeubles et d'établir, maintenir, administrer et développer un hôpital avec clinique de diagnostic pour patients ambulants et hospitalisés et un institut de recherches avec les services et œuvres connexes, et d'exercer en plus tous les droits et privilèges ordinaires des corporations civiles.

Montréal, le 27 novembre 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,
31564-48-4-o MARCEL PICHÉ, C.R.

industrialist of the city of Quebec, will make application to the legislature of Quebec at its present session, to propose the adoption of a Bill incorporating them and all other persons who may in the future become members of the said corporation, under the name of "Centre Médical Claude Bernard Medical Centre", with the right to acquire certain moveable and immoveable assets, and to establish, maintain, administer and develop an hospital with a diagnostic clinic for ambulatory and hospitalized patients and a research institute with the services and charities thereto pertaining, and to moreover exercise all the rights and ordinary privileges of civil corporations.

Montreal, this 27th day of November 1951.

MARCEL PICHÉ, K.C.,
31564-48-4-o Solicitor for the Petitioners.

AVIS

Avis est, par les présentes donné, que Leo Cappiello, de la ville de Huntingdon, district de Beauharnois, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une loi concernant l'émission d'un permis audit Leo Cappiello, par l'Institut des Comptables Agréés de Québec, le tout tel qu'approuvé par le Conseil de l'Institut des Comptables Agréés de Québec.

Huntingdon, 22 novembre 1951.

Le Requérent,
31569-48-4 LÉO CAPPIELLO.

NOTICE

Notice is hereby given that Leo Cappiello, of the town of Huntingdon, district of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act respecting the issue of a license to the said Leo Cappiello by The Institute of Chartered Accountants of Quebec, the whole as approved by the Council of The Institute of Chartered Accountants of Quebec.

Huntingdon, November 22nd, 1951.

LÉO CAPPIELLO,
31569-48-4-o Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus", communauté religieuse constituée en corporation en vertu de la loi 9 Edouard VII, chapitre 139, s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session, pour modifier son acte d'incorporation et obtenir de plus amples pouvoirs; et, en plus, lui permettre de posséder des biens sans restriction quant à leur étendue, nonobstant les dispositions de l'article 3 de la loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et gens de mainmorte (Statuts refondus, 1941, chapitre 283).

Sherbrooke, ce 7 novembre 1951.

Les Procureurs des pétitionnaires,
31601-49-4-o LEBLANC & DELORME.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus", religious Community incorporated by virtue of the law 9 Edouard VII, chapter 139, will apply to the Quebec Legislature, at the present session, to amend its act of incorporation and obtain greater powers, specially the right to hold immoveable property of any existent whatsoever notwithstanding the provisions of section 3 of the Mortmain Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 283).

Sherbrooke, November 7, 1951.

LEBLANC & DELORME,
31601-49-4-o Attorneys for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Monsieur Jean Noel A. Thibert résidant à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la présente session de la Législature de la Province de Québec en vue de l'adoption d'une loi permettant au Collège des Chirurgiens-Dentistes de la Province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres après examen.

Le Procureur du requérant,
31600-49-4-o Me RONALD HALPIN.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mr. Jean Noel A. Thibert, residing at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act permitting the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit him as a member, after examination.

Me RONALD HALPIN,
31600-49-4 Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, demandera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, ou à la prochaine d'adopter une loi pour les fins suivantes:

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, or at its next session, for the passing of an Act for the following purposes:

Pour permettre aux locataires de voter, même si la taxe d'eau de l'année courante n'est pas payée, pour établir un seul quartier pour toute la municipalité, pour étendre le terme d'office du maire et des échevins à trois ans, à partir de l'élection d'octobre 1952, pour fixer le nombre des échevins à six, pour augmenter l'indemnité actuellement payée au maire et aux échevins, pour accorder le droit de vote aux officiers ou employés permanents de la municipalité, pour porter de \$50,000.00 à \$75,000.00 le pouvoir d'emprunt pour travaux de voirie, de construction de ponts, etc., pour déclarer valide et légal le règlement C-28.

Saint-Jérôme, le 3 décembre, 1951.

Les Procureurs de la cité de Saint-Jérôme,
Signé: de MARTIGNY & MARCHESSAULT.
31649-50-4-o

To allow tenants to vote, even though the water tax for the current year has not been paid; to establish one single ward for the whole municipality; to extend the term of office of the mayor and aldermen to three years, as from the election of October, 1952; to fix the number of aldermen to six; to increase the actual indemnity paid to the mayor and aldermen; to grant voting right to officers or permanent employees of the municipality; to increase the borrowing power from \$50,000 to \$75,000 for road works, the building of bridges, etc., ; to declare By-law C-28 valid and legal.

Saint-Jérôme, December 3, 1951.

(Signed) of MARTIGNY & MARCHESSAULT,
Attorneys for the city of Saint-Jérôme.
31649-50-4

AVIS

Avis est par les présentes donné que MM. Jacques Cousineau, cultivateur de Ville St-Laurent, Simon Cousineau, commerçant de Montréal et Gérard Cousineau, commis de Montréal, s'adresseront à la Législature provinciale à sa présente session, pour faire ratifier leurs titres de propriété sur des immeubles connus et désignés comme étant des parties de lots 252 et 12 au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse St-Laurent.

Montréal, le 20 décembre 1951.

Le Procureur des requérants,
31716-51-4-o MAURICE COUSINEAU.

NOTICE

Notice is hereby given that Messrs. Jacques Cousineau, farmer, of Ville St-Laurent, Simon Cousineau, merchant, of Montreal, and Gérard Cousineau, clerk, of Montreal, will apply to the Provincial Legislature at its present session, for the confirmation of their title deeds to immovables known and designated as being parts of lots 252 and 12 on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Laurent.

Montreal, December 20, 1951.

MAURICE COUSINEAU,
31716-51-4 Attorney for petitioner.

Avis est par les présentes donné que Rosaire Millette, tuteur de Guy Allaire, fils unique de Léo Allaire, s'adressera à la Législature de la Province, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi relative au testament de Léo Allaire et destinée à rendre Guy Allaire légataire universel de son père.

Montréal, 19 décembre 1951.

L'Avocat du requérant,
31719-51-4-o GASTON POULIOT.

Notice is hereby given that Rosaire Millette, tutor to Guy Allaire, only son of Léo Allaire, will apply to the Legislature of the Province, at its present session, for the passing of an Act respecting the will of Léo Allaire and destined to render Guy Allaire universal legatee of his father.

Montreal, December 19, 1951.

GASTON POULIOT,
31719-51-4 Attorney for petitioner.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

ANNEXION À LA CITÉ DE MAGOG

ANNEXATION TO THE CITY OF MAGOG

A qui les présentes peuvent concerner:

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil no 1393 du 13 décembre 1951, il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement N° 304 du conseil de la cité de Magog et de décréter que le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité du canton Magog et annexé à la cité de Magog.

Ce territoire est le suivant:

Le territoire situé dans le canton de Magog, dans le comté de Stanstead, comprenant, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, ruelles, emprise de chemin de fer, rivières, cours d'eau, ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

a) Le lot 4 du rang XX (Bolton) en entier.

b) Cette partie des lots 18, 19 et 20 rang XI (Hatley) délimitée comme suit: partant du sommet de l'angle sud-ouest du lot 18 rang XI

To whom it may concern:

Notice is hereby given that by Order in Council No. 1393, of the 13th of December, 1951, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve By-law No. 304 of the Council of the city of Magog, and to enact that the territory mentioned in the said By-law and described below is detached from the municipality of the township of Magog and annexed to the city of Magog.

The following territory to wit:

The territory situate in the township of Magog, in the county of Stanstead, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, and the roads, lanes, rights-of-way of railroads, rivers, watercourses, or parts of same, enclosed within the following boundaries, to wit:

a) Lot 4 range XX (Bolton) in entirety.

b) That part of lots 18, 19 and 20 range XI (Hatley) bounded as follows: starting from the summit of the southwest angle of lot 18, range

(Hatley): de là, suivant les limites actuelles de la cité de Magog en passant successivement par la ligne ouest des lots 18 et 19 rang XI (Hatley); partie de la ligne séparative des lots 19 et 20 XI (Hatley); le côté nord du chemin Katevale-Magog jusqu'à l'axe d'un ruisseau; l'axe dudit ruisseau ayant les directions astronomiques et les distances suivantes: N. 40° 30'O. — 242 pieds et N. 37° 15'O. — 1482 pieds et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière Magog; l'axe de la rivière Magog jusqu'au prolongement d'une ligne traversant les lots 20, 19 et 18 rang XI (Hatley); de là, laissant les limites actuelles de la cité de Magog, ledit prolongement et ladite ligne traversant les lots 20, 19 et 18 dans une direction parallèle à la ligne ouest des susdits lots 19 et 18 à une distance perpendiculaire de 1782 pieds d'icelle et enfin le ligne sud du lot 18 rang XI (Hatley) jusqu'au point de départ.

Québec, le 13 décembre 1951.

Le Ministre des Affaires Municipales,
31689-o BONA DUSSAULT.

XI (Hatley; thence, following the present limits of the city of Magog passing successively by the west line of lots 18 and 19 range XI (Hatley); part of the division line of lots 19 and 20 XI (Hatley); the north side of the Katevale-Magog road up to the axis of a brook; the axis of the said brook having the astronomic bearing and the following distances: N. 40° 30'W. — 242 feet and N. 37° 15'W. — 1482 feet and its prolongation to the axis of the Magog River; the axis of the Magog River to the prolongation of a line crossing lots 20, 19 and 18 range XI (Hatley); thence, leaving the present limits of the city of Magog, the said prolongation and the said line crossing lots 20, 19 and 18 in a direction parallel to the west line of the afore said lots 19 and 18 at a perpendicular distance of 1782 feet of same and finally the south line of lot 18, range XI (Hatley) to the starting point.

Quebec, December 13, 1951.

BONA DUSSAULT,
31689 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 1162-42.

Québec, le 10 décembre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Kiamika, dans le comté de Labelle, les lots suivants, tous inclusivement, du canton de Dudley et de les annexer à la municipalité scolaire du Lac du Cerf, dans le même comté, savoir:

51 à 53 des rangs IX et XI (9 et 11) et 42 à 53 du rang X (10).

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31664-50-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 471-51.

Québec, le 11 décembre 1951.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Haute-riève", dans le comté de Saguenay, le territoire ci-dessous décrit, qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Ce territoire serait borné à l'Est par une ligne partant de l'estuaire de la rivière Manicouagan et passant par le centre de la rivière Amedée jusqu'à la route nationale et de là par une ligne passant par le centre de la route nationale, laquelle a une orientation générale nord-sud pour une partie, et ensuite est-ouest pour une autre partie, et se rendant ainsi jusqu'à la limite ouest du bloc "X" et de là par la limite ouest du bloc "X" et la limite est du bloc "6", jusqu'au coin nord-ouest du bloc "K" et de là par une ligne se rendant jusqu'à la limite nord du canton Lafleche, avec orientation nord astronomique.

Ce territoire serait borné au Nord par la limite du canton Lafleche.

A l'Ouest et au Sud par une ligne passant par le centre de la rivière Manicouagan.

Ce territoire comprendra aussi le bloc "B" du canton Eudes, les blocs "D" et "M" du canton Manicouagan ainsi que les lots 33B à 38B inclusivement du rang VI (6) du même canton.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31671-50-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1162-42.

Quebec, December 10, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of Kiamika, in the county of Labelle, the following lots, all inclusively, of the township of Dudley, and to annex them to the school municipality of Lac du Cerf, in the same county, to wit:

51 to 53 of ranges IX and XI (9 and 11) and 42 to 53 of range X (10).

O. J. DESAULNIERS,
31664-50-2 Superintendent of Education.

No. 471-51

Quebec, December 11, 1951.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "Haute-riève", in the county of Saguenay, the territory described below, which has not yet been organized as regards schools.

This territory shall be bound on the east by a line starting from the estuary of the Manicouagan River and passing through the center of the Amedée River as far as the national highway and thence, by a line passing through the center of the national highway, the general direction of which is north-south for one part, and then east-west for another part, and thus reaching the western limit of bloc "X" and thence, by the west limit of bloc "X" and the east limit of bloc "6", as far as the north-west corner of bloc "K" and thence by a line which reaches the north limit of the township of Lafleche, with a northern astronomic bearing.

This territory shall be bounded on the north by the limits of the township of Lafleche.

Toward the west and on the south, by a line passing through the center of the Manicouagan River.

This territory will also comprise bloc "B" of the township of Eudes, blocs "D" and "M" of the township of Manicouagan, as well as lots 33B to 38B inclusively of range VI (6) of the same township.

O. J. DESAULNIERS,
31671-50-2 Superintendent of Education.

Department of Education

N° 1367-51.

Québec, le 10 décembre 1951.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Apollinaire, dans le comté de Lotbinière, les lots 1 à 4 inclusivement du cadastre officiel de St-Apollinaire et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Nicolas, dans le comté de Lévis.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31665-50-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 494-51.

Québec, le 13 décembre 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 décembre 1951:

D'annuler l'item 5 de l'arrêté ministériel N° 704 du 5 juillet 1951, concernant l'érection d'une municipalité scolaire distincte sous le nom de St-Aimé-des-Lacs.

De former une municipalité scolaire distincte sous le nom de St-Aimé-des-Lacs, dans le comté de Charlevoix, qui comprendra les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel de Ste-Agnès, savoir:

"270 à 273 du rang Ste-Catherine; 274 à 298 du rang Lac Nairne; 255 à 268 du deuxième rang, Ruisseau des Fresnes; 299 à 354 du rang I (1) des Lacs. Ces lots seront détachés de la municipalité scolaire de Ste-Agnès;

Les lots 141 à 145 du rang IV (4); 340 à 345 et les subdivisions 1 à 18 inclusivement du lot 346; le lot 347 et les subdivisions 1, 2 et 3 du lot 348, tous du rang III (3) est; 210 à 213 du rang II (2) E ou XI (11); 265 à 284 du rang F ou XII (12); 285 à 313 du rang "C"; 314 à 320 du rang I ouest; 349 à 370 du rang II (2) Est; 371 à 382 du rang "A"; 383 à 405 du rang "B". Ces lots seront détachés de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Monts;"

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31690-o O. J. DESAULNIERS.

N° 894-51.

Québec, le 13 décembre 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 décembre 1951, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paul-l'Ermite, dans le comté de l'Assomption, la partie du lot N° 141, du cadastre officiel de Saint-Paul-l'Ermite, appartenant à monsieur Victor Demers, et de l'annexer à la municipalité scolaire de la Presqu'Île, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31690-o O. J. DESAULNIERS.

N° 485-51.

Québec, le 13 décembre 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 décembre 1951, d'annexer à la municipalité scolaire de la cité de St-Hyacinthe, dans le comté du même nom, les territoires ci-dessous décrits:

"Le territoire suivant qui sera détaché de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Hyacinthe-le-Confesseur, dans le comté de St-Hyacinthe, savoir:

No. 1367-51.

Quebec, December 10, 1951.

Application is made to detach from the school municipality of St-Apollinaire, in the county of Lotbinière, lots 1 to 4 inclusively, of the official cadastre for St-Apollinaire, and to annex them to the school municipality of the Parish of St-Nicolas, in the county of Lévis.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 494-51

Quebec, December 13, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated December 6, 1951:

To cancel Item 5 of Order in Council No. 704 of July 5, 1951, concerning the erection of a separate school municipality under the name of St-Aimé-des-Lacs.

To form a separate school municipality under the name of St-Aimé-des-Lacs, in the county of Charlevoix, which shall comprise the following lots, all inclusively, of the official cadastre for Ste-Agnès, to wit:

270 to 273 of Ste-Catherine range; 274 to 298 of Lake Nairne range; 255 to 268 of the second range, Ruisseau des Fresnes; 299 to 354 of range I (1) des Lacs. These lots to be detached from the school municipality of Ste-Agnès.

Lots 141 to 145 of range IV (4); 340 to 345 and the subdivisions 1 to 18 inclusively of lot 346; lot 347 and the subdivisions 1, 2 and 3 of lot 348, all of range III (3) East; 210 to 213 of range II (2) E or XI (11); 265 to 284 of range F or XII (12); 285 to 313 of range "C"; 314 to 320 of range I West; 349 to 370 of range II (2) East; 371 to 382 of range "A"; 383 to 405 of range "B". These lots to be detached from the school municipality of Notre-Dame-des-Monts.

This Order in Council to become effective on the first of July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 894-51.

Quebec, December 13, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated December 6, 1951, to detach from the school municipality of Saint-Paul-l'Ermite, in the county of l'Assomption, the part of lot No. 141, of the official cadastre for Saint-Paul-l'Ermite, belonging to Mr. Victor Demers, and to annex it to the school municipality of Presqu'Île, in the same county.

Said Order in Council to become effective on the first of July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 485-51.

Quebec, December 13, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated December 6, 1951, to annex to the school municipality of the City of St-Hyacinthe, in the county of the same name, the territories hereinunder described:

The following territory to be detached from the school municipality of the parish of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, in the county of Saint-Hyacinthe, to wit:

Les lots 202 et 205, et une partie des lots 203 et 204 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, et dont les limites se décrivent comme suit:

Partant d'un point d'intersection de la ligne séparative des lots 199 et 202 avec le côté Sud d'un chemin public limitant au nord les lots 202, 203, 204 et 205; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres; ledit côté sud dudit chemin public, dans une direction est, jusqu'à son intersection avec la ligne Est du lot 205; ladite ligne est dudit lot 205, en traversant le Boulevard Wilfrid Laurier, jusqu'au côté nord du droit de voie du chemin de Fer National Canadien; ledit côté nord dudit droit de voie du chemin de Fer National Canadien, jusqu'à la ligne séparative des lots 199 et 202; ladite ligne séparative des lots 199 et 202, en traversant le Boulevard Sir Wilfrid Laurier, jusqu'au point de départ. Ensemble avec les chemins, rues, ruelles, cours d'eau, rivières ou parties d'iceux, ainsi que toutes les subdivisions des lots ou parties de lots compris dans les limites ci-dessus décrites.

Le territoire ci-dessous décrit, qui sera détaché de la municipalité scolaire de Saint-Joseph, village, dans le comté de Saint-Hyacinthe, savoir:

Les lots 173 et 193, et une partie des lots 192, 194, 195, 196, 197 et 199, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, et dont les limites se décrivent comme suit, savoir:

Partant du point d'intersection du côté nord du droit de voie du chemin de Fer National Canadien avec l'axe de la rivière Yamaska; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres; ledit axe de la rivière Yamaska, jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 197 et 200; ledit prolongement de ladite ligne séparative des lots 197 et 200, jusqu'au côté sud-est d'un chemin public; ledit côté sud-est dudit chemin public, et le côté sud d'un autre chemin public limitant au nord le lot 199, jusqu'à la ligne séparative des lots 199 et 202; ladite ligne séparative des lots 199 et 202, en traversant le Boulevard Sir Wilfrid Laurier, jusqu'au côté nord du droit de chemin de voie du chemin de Fer National Canadien, ledit côté nord dudit droit de voie du chemin de Fer National Canadien, en retraversant le Boulevard Sir Wilfrid Laurier, jusqu'au point de départ; ensemble avec les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux ainsi que toutes les subdivisions des lots ou parties de lots compris dans les limites ci-dessus décrites."

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31690-o O. J. DESAULNIERS.

N° 895-51.

Québec, le 13 décembre 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 décembre 1951, de détacher de la municipalité scolaire dissidente de Barnston, dans le comté de Stanstead, les lots Nos 21-A et 21-B du rang VII (7) du canton de Barnston, et de les annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Ste-Suzanne-de-Boundary Line, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31690-o O. J. DESAULNIERS.

Lots 202 and 205 and a part of lots 203 and 204, of the official cadastre for the parish of Saint-Hyacinthe-le-Confesseur and whereof the limits are described as follows:

Starting from a point of intersection of the division line of lots 199 and 202 with the south side of a public road bounding on the north lots 202, 203, 204 and 205; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the said south side on the said public road, in an easterly direction, up to its intersection with the east line of lot 205; the said east line of said lot 205, crossing the Sir Wilfrid Laurier Boulevard, to the north side of the right of way of the Canadian National Railway; the said north side of the said right of way of the Canadian National Railway, to the division line of lots 199 and 202; the said division line of lots 199 and 202, by re-crossing the Sir Wilfrid Laurier Boulevard, to the starting point. Together with the roads, streets, lanes, watercourses, rivers or parts of same, and also all subdivisions of lots or parts of lots comprised within the limits above described.

The territory below described, to be detached from the school municipality of Saint-Joseph, Village, in the county of Saint-Hyacinthe, to wit:

Lots 173 and 193, and a part of lots 192, 194, 195, 196, 197 and 199, of the official cadastre for the Parish of Saint Hyacinthe-le-Confesseur, and whereof the limits are described as follows: to wit:

Starting from a point of intersection of the north side of the Canadian National Railway right of way with the axis of the Yamaska river; thence passing by the following lines and demarcations, successively; the said axis of the Yamaska river, to the prolongation of the division line of lots 197 and 200; the said prolongation of the said division line of lots 197 and 200, and the said division line of lots 197 and 200, up to the southeast side of a public road; the said southeast side of said public road, and the south side of another public road, bounding on the north, lot 199, as far as the division line of lots 199 and 202; the said division line of lots 199 and 202, crossing the Sir Wilfrid Laurier Boulevard, up to the north side of the Canadian National Railway right of way; the said north side of said Canadian National Railway right of way, by re-crossing the Sir Wilfrid Laurier Boulevard, to the starting point; together with the roads, streets, lanes, rivers, watercourses or parts of same and also all subdivisions of lots or parts of lots comprised within the above described limits.

This Order in Council to become effective on the first of July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
31690 Superintendent of Education.

No. 895-51.

Quebec, December 13, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated December 6, 1951, to detach from the dissentient school municipality of Barnston, in the county of Stanstead, lots numbers 21-A and 21-B of range VII (7) of the township of Barnston and to annex them, for Catholics only, to the school municipality of Ste-Suzanne-de-Boundary-Line, in the same county.

Said Order in Council to become effective on the first of July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
31690 Superintendent of Education.

N° 1367-51.

Québec, le 14 décembre 1951.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Nicolas paroisse, dans le comté de Lévis, en celui de Saint-Nicolas.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31699-51-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1367-51

Quebec, December 14, 1951.

Application is made to change the name of the school municipality of St-Nicolas parish, in the county of Lévis, to that of Saint-Nicolas.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 549-51.

Québec, le 18 décembre 1951.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 décembre 1951, d'annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Saint-Jean, dans le comté de Saint-Jean, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

a) Un terrain de partie de lot no 111 et de partie de lot no 112 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste, dans le comté de Saint-Jean, comprenant aussi en entier ledit terrain, les lots 113 à 117 inclusivement du même cadastre; borné au nord par le lot no 109 dudit cadastre; à l'est par les limites de la Cité de Saint-Jean; au sud par le lot no 118 et à l'ouest par la voie publique située entièrement dans la paroisse de Saint-Jean-l'Évangéliste et, connue sous les désignations de chemin du Grand Bernier ou route rurale no 1; mesurant ces terrains dans la ligne nord, quatre mille sept cents pieds (4,700'), dans la ligne est, cinq mille deux cent vingt-six pieds et quatre pouces (5,226'4"), dans la ligne sud, quatre mille sept cent dix-sept pieds et neuf pouces (4,717'9"), et, dans la ligne ouest, cinq mille deux cent quatre-vingt pieds (5,280'), et d'une superficie totale de six cent trente-deux arpents et vingt-cinq centièmes (632.25) correspondant à cinq cent trente-quatre acres et deux dixièmes (534.2).

Ce terrain comprenant la partie est du lot no 111 mesurant deux cent cinquante pieds (250') dans la direction est-ouest et sept cent cinquante pieds (750') dans la direction sud-nord:

b) Un terrain faisant actuellement partie de la municipalité de Saint-Jean, dans le comté de Saint-Jean, se composant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean:

Premièrement de cette partie des lots no 61 et 62 limités vers l'ouest par une ligne brisée séparant lesdits lots 61 et 62 des lots 117, 116 et 115 (limite actuelle de la Cité; vers l'est par le côté ouest du droit de voie de chemin de fer Montréal et Champlain; au nord et au sud respectivement par les parties de la ligne nord du lot 62 (limite actuelle de la Cité, et de la ligne séparative des lots 60 et 61 comprises dans les limites est et ouest précitées;

Tous ces territoires (a) et (b) seront détachés de la municipalité scolaire de la Paroisse de Saint-Jean, dans le comté de Saint-Jean.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31723-o O. J. DESAULNIERS.

No. 549-51.

Quebec, December 18, 1951.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased by order in council, bearing date the 13th of December, 1951, to annex to the school municipality of the town of Saint John's, in the county of Saint John's, the territory hereinafter described, to wit:

a) A lot of land of part of lot No. 111 and part of lot No. 112, of the official cadastre for the parish of Saint-Jean l'Évangéliste, in the county of Saint John's comprising also the whole of said lot of land, lots Nos. 113 to 117 inclusively of same cadastre: bounded on the north by lot No. 109 of said cadastre, on the east by the limits of the city of Saint John's; on the south by lot 118 and on the west by the public road entirely situate in the aforesaid parish of St-Jean l'Évangéliste, and known as the "Chemin du Grand Bernier ou Rural route No. 1; said lots of land measuring, in the north line four thousand seven hundred feet (4,700'), in the east line five thousand two hundred and twenty-six feet and four inches (5,226'4") in the south line, four thousand seven hundred and seventeen feet and nine inches (4,717'9") and in the west line five thousand two hundred and eighty feet (5,280') and of a total superficial area of six hundred and thirty-two arpents and twenty-five hundredths (632.25) corresponding to five hundred and thirty-four acres and two tenths (534.2).

This lot of land comprising the east part of lot No. 111 measuring two hundred and fifty feet (250') in the east west direction and seven hundred and fifty feet (750') in the south-north direction.

b) A lot of land actually forming part of the municipality of Saint John's in the county of Saint John's composed, with reference to the official cadastre for the parish of Saint John's.

Firstly, of that part of lots Nos. 61 and 62, bounded towards the west by a broken line separating said lots 61 and 62 from lots 117, 116 and 115 (actual limit of the City); towards the east by the west side of the Montreal and Champlain railway right of way; on the north and south respectively by the parts of the north line of lot 62 (actual limit of the City) and the division line of lots 60 and 61 comprised within the east and west limits aforesaid.

All this territory (a) and (b) will be detached from the school municipality of the parish of Saint John's, in the county of Saint John's.

The said order in council will be effective as from the 1st day of July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre révisé d'une partie du canton d'Arthabaska (Paroisse de Ste-Victoire) dans les limites

Revised cadastre of part of the Township of Arthabaska (Parish of Ste. Victoire) in the

de la ville de Victoriaville — Division d'Enregistrement d'Arthabaska.

limits of the Town of Victoriaville — Registration division of Arthabaska.

Avis est par la présente donné que les lots 100-49 et 100-50 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 100-49 and 100-50 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, le 6 décembre 1951.

Quebec, December the 6th, 1951.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-Ministre.

Department of Lands and Forest,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

31691-o

31691-o

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport — Division d'Enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of Beauport — Registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 187-B-2 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 187-B-2 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 5 décembre 1951.

Quebec, December the 5th, 1951.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-Ministre.

Department of Lands and Forest,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

31691-o

31691-o

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport — Division d'enregistrement de Québec.

Official Cadastre of the Parish of Beauport — Registration Division of Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot N° 187-B est annulée et le lot 176 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that part of lot No. 187-B is cancelled and lot 176 is corrected in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 5 décembre 1951.

Quebec, December the 5th, 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

31724-o

31724-o

Mines

Mines

AVIS

NOTICE

Révocation de concessions de mine

Cancellation of mining concessions

Avis est donné qu'en vertu de l'article 49 de la loi des mines de Québec, et pour défaut d'accomplissement des conditions déterminées par cette disposition de la loi, la concession minière couvrant les blocs 64, 65 et 66 du canton Beauchastel, d'une superficie de 320 acres, sera révoquée en tout temps après le vingt-septième jour du mois de décembre mil neuf cent cinquante et un.

Notice is hereby given that under Section 49 of the Quebec Mining Act, and in default of the performance of the conditions determined by that provision of the law, the mining concessions covering the blocks of lands 64, 65 and 66 of the township of Beauchastel, 320 acres in superficies will be cancelled at any time after the twenty-seventh day of December nineteen hundred and fifty-one.

Québec, le 14 décembre 1951.

Quebec, December 14, 1951.

Le Sous-ministre des Mines,
A. O. DUFRESNE.

A. O. DUFRESNE,
Deputy Minister of Mines.

31700-51-2-0

31700-51-2-0

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Maîtres et Employés Barbiers Coiffeurs et Coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, établi en exécution du décret numéro 3751, du 17 décembre 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1376 du 6

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties, formed under decree number 3751, of December 17, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1376 of December 6, 1951 part "D" in confor-

décembre 1951, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 décembre 1951 au 31 décembre 1952, cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3751 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les maîtres-barbiers, coiffeurs ou coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par ledit décret numéro 3751 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire minimum établi dans le décret pour l'employé qualifié selon leur métier.

c) Les salariés régis par le décret numéro 3751 doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même les rémunérations versées à chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au Comité paritaire, en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, pour la période se terminant le 31 décembre 1952.

COMITÉ CONJOINT DES MAÎTRES ET EMPLOYÉS
BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES
DES COMTÉS DE JOLIETTE, BERTHIER,
L'ASSOMPTION & MONTCALM

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 décembre 1951 et le 31 décembre 1952.

Recettes:	
Cotisation ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$200.00
Artisans	800.00
Salariés	200.00
	\$1,200.00

mity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from December 31, 1951, to December 31, 1952, such levy shall be laid in the following manner:

a) The professional employers, governed by the decree number 3751, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll: bonuses, allocations and commissions paid to their employees governed by the said decree.

b) The master-barbers, hairdressers — made and female, working alone (artisans), governed by the decree number 3751, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the minimum wages established in the decree for skilled employees of their trade.

c) The employees governed by the decree number 3751 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans shall forward their assessments every month to the office of the Parity Committee.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same themselves every month, to the Parity Committee, together with their own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be notified to fulfill his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial report

In conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties for the period ending December 31, 1952.

JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF JOLIETTE, BERTHIER, L'ASSOMPTION AND MONTCALM COUNTIES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between December 31, 1951 and December 31, 1952.

Receipts:	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$200.00
Artisans	800.00
Employees	200.00
	\$1,200.00

<i>Déboursés:</i>		<i>Disbursements:</i>	
Salaire de l'inspecteur	\$520.00	Inspector's salary	\$520.00
Frais de voyage de l'inspecteur	300.00	Inspector's travelling expenses	300.00
Frais de déplacement des membres du comité paritaire	140.00	Committee members' travelling expenses	140.00
Frais de bureau	120.00	Office expenses	120.00
Frais de vérification	20.00	Audition	20.00
Frais judiciaires	100.00	Legal charges	100.00
	\$1,200.00		\$1,200.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 décembre 1951. 31692-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 22, 1951. 31682-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1376 du 6 décembre 1951, section "E", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1952 au 1er octobre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel et ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, formed under decree No. 1884 of November 12, 1947, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council, No. 1376 of December 6, 1951, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from January 1, 1952, to October 1, 1952; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in respect of their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms to be filled in according to the by-laws of the Committee. The professional employer shall see that the reports be sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sent to the Parity Committee within the fifteen days following the date of expiration of the period for which it is exigible.

The Parity Committee is empowered to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la province de Québec, compris entre le 1er octobre 1951 et le 1er octobre 1952.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, for the period between October 1, 1951 and October 1, 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA
BOÎTE DE CARTON DE LA PROVINCE DE
QUÉBEC

JOINT COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Recettes et dépenses probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1951 et le 1er octobre 1952.

Probable receipts and expenses for the period from October 1, 1951, to October 1, 1952.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 8,800.00
Salariés	8,800.00
	\$17,600.00

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers	\$ 8,800.00
Employees	8,800.00
	\$17,600.00

Dépenses:

Salaires:

Secrétaire	3,503.00
Assistant-secrétaire	1,870.00
Inspecteur Zone I	1,361.00
Sténographe	1,220.00
Loyer	870.00
Taxes d'affaires	82.00
Service téléphonique et éclairage	94.00
Frais de déplacement, inspecteur	400.00
Frais judiciaires et profess.	1,240.00
Réserve—Créances douteuses	500.00
Impression et papeterie	300.00
Frais de déplacement des membres, jetons de présence, etc.	3,100.00
Timbres-poste, téléphone L. D. et télégrammes	200.00
Divers	550.00
Surplus réserve	2,310.00
	\$17,600.00

Expenses:

Salaries:

Secretary	\$ 3,503.00
Assistant-secretary	1,870.00
Inspector (Zone I)	1,361.00
Stenographer	1,220.00
Rent	870.00
Business tax	82.00
Telephone and lighting	94.00
Travelling expenses of inspector	400.00
Professional and judicial fees	1,240.00
Reserve, uncertain credits	500.00
Printing and stationery	300.00
Travelling, meeting and other expenses of members	3,100.00
Postage, L. D. telephone, telegraph	200.00
Miscellaneous	550.00
Surplus, Reserve	2,310.00
	\$17,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 décembre 1951. 31692-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 22, 1951. 31692-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 1396-D du 13 décembre 1951, trois règlements spéciaux du Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses du comté de Roberval ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1376-A du 6 décembre 1951.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 1396-D of December 13, 1951, three special by-laws of the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Roberval County have been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee, already approved by Order in Council number 1376-A of December 6, 1951.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

"Tenue du registre: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1283 du 15 novembre 1951, la tenue d'un registre où sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous les autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

"Keeping of a register: In pursuance of subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree number 1283 of November 15, 1951, the keeping of a register giving the name in full and address of all employees in his employ, their qualification, the number of working hours, the nature of such work and the wages paid, with mention of the method and period of payment, as well as all other particulars deemed useful to the enforcement of the decree.

Rapport mensuel: Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1283 du 15 novembre 1951, à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 5 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

Certificat de qualification: Conformément à l'article 25 de la Loi, le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la juridiction territoriale du décret numéro 1283 du 15 novembre 1951 pour tous les salariés assujettis audit décret.

Le Comité paritaire crée un bureau d'examineurs composé de trois (3) membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum du bureau d'examineurs est de deux (2) membres.

Le Comité peut exiger à titre d'honoraire une somme n'excédant pas \$2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et \$1.00 pour l'examen d'un apprenti."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 décembre 1951. 31726-o

Monthly report: Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree number 1283 of November 15, 1951, to submit to it a monthly report, in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, on which the following particulars shall be given: the name in full and address of all employees in his employ, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 5th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain from the Parity Committee the forms on which the report is to be made.

Certificate of competency: Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory in the entire territorial jurisdiction of decree number 1283 of November 15, 1951, and for all employees subject thereto.

The Parity Committee institutes a board of examiners composed of three (3) members to determine the competency of employees and issue the said certificates. The quorum of the board of examiners is two (2) members.

The Committee may charge a maximum fee of \$2.00 for the examination of a skilled worker, and of \$1.00 for the examination of an apprentice."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 22, 1951. 31726-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne, lui a présenté une requête à l'effet d'amender le décret numéro 657 du 13 mai 1948, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle.

1° Les item suivants seront ajoutés à l'échelle de salaires de l'article III:

	L'heure
"Charpentier-menuisier, comté de Labelle	\$1.15"
"Journalier, comté de Labelle	0.80"
"Poseur de blocs de ciment	1.15"
"Peintre, compagnon junior	1.00"
"Tireur de joints de pierre	1.37"
"Tireur de joints planche murale	1.12"

"Dans le comté de Labelle, gardien sur chantier (nuit et jour) les heures de travail sont celles nécessitées par l'entreprise (maximum de 72 heures par semaine) \$25.00 par semaine.

Les heures de travail en plus du maximum hebdomadaire doivent être rémunérées à raison de \$0.75 l'heure."

2° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe "a" de l'article IV:

"Cependant, il sera loisible aux employeurs de faire cette semaine de quarante-huit (48) heures en cinq (5) jours. Les heures de commencement et de cessation seront alors 7.00 a.m. et 6.00 p.m. et le taux supplémentaire ne s'appliquera qu'en dehors de ces heures ou après quarante-huit (48) heures."

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County has submitted to him a request to amend the decree number 657 of May 13, 1948, as amended, relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle.

1. The following items will be added to the wage scale of section III:

	Per hour
"Carpenter-joiner, Labelle county.	\$1.15"
"Labourer, Labelle county.	0.80"
"Cement block layer	1.15"
"Painter, junior journeyman.	1.00"
"Joint pointer (stone)	1.37"
"Joint pointer (wallboard)	1.12"

"In the county of Labelle, job watchman (night and day) the hours of work shall be as required (maximum of 72 hours per week) \$25.00 per week.

The hours of work in excess of the weekly maximum shall be remunerated at the rate of \$0.75 per hour."

2. The following paragraph will be added to subsection "a" of section IV:

"However, employers may work these forty-eight (48) hours in five (5) days. The starting and finishing time, in such cases, shall be 7.00 a.m. and 6.00 p.m. and the overtime rate shall apply only outside these hours or after forty-eight (48) hours."

3° Le paragraphe "e" suivant sera ajouté à l'article IV:

"e) Cependant, pour le comté de Labelle, les heures de travail sont réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., du lundi au samedi inclusivement, formant un total de quarante-huit (48) heures par semaine. Salaire et demi doit être payé après quarante-huit (48) heures."

4° L'alinéa suivant sera ajouté à la suite du paragraphe "b" de l'article V:

"Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas dans les cas où les employeurs ont une semaine de travail de cinq (5) jours (Voir 2ème alinéa, paragraphe "a", article IV)."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 décembre 1951. 31726-0

3. The following subsection "e" will be added to section IV:

"e) In the county of Labelle however, the hours of work shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. from Monday to Saturday inclusive, making a total of forty-eight (48) hours per week. Time and a half shall be paid after forty-eight (48) hours."

4. The following paragraph will be added at the end of subsection "b" of section V:

"The foregoing provisions shall not apply to employers having a five-day week (See 2nd paragraph, subsection "a" section IV)."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 22, 1951. 31726-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire de l'industrie de la sacocherie de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1197 du 25 octobre 1951 et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1431 du 20 décembre 1951 (section "C").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 décembre 1951. 31726-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Parity Committee of The Handbag Industry of the Province of Quebec, former under decree No. 1197 of October 25, 1951, with head office in the city of Montreal, have been approved by Order in Council No. 1431 of December 20, 1951 (Part "C").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 22, 1951. 31726-0

Liquidation avis de:

Avis est donné, conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, ch. 278), qu'à l'assemblée générale spéciale des membres de la "Corporative d'Électricité du Rang N° 9 - Mont-Rolland, Qué.", tenue le 26 septembre 1950, il a été résolu à l'unanimité que le Conseil d'administration soit maintenu en fonctions et chargé de procéder à la liquidation et à la dissolution de ladite société.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15 décembre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31682-0

Winding up Notices:

Notice is given, pursuant to the provisions of section 9 of the Winding-up Act, (R.S.Q. 1941, chap. 278) that, at the special general meeting of the members of the "Coopérative d'Électricité du Rang N° 9 - Mont-Rolland, Qué.", held on September 26, 1950, it was unanimously resolved that the Board of Directors be maintained in office and authorized to proceed with the winding-up and dissolution of the said association.

Given at the office of the Provincial Secretary, December 15, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31682

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec 3 octobre 1951.

M. Lucien Darveau, de Québec, membre du Barreau de la province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, October 3, 1951.

Mr. Lucien Darveau, of Quebec, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Execu-

exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 29 novembre 1951.

M. Jean-Léon Charlebois, demeurant à Pointe-Claire et pratiquant à Montréal, et membre du Barreau de la province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 22 novembre 1951.

M. D. Hugh MacKenzie, médecin de Campbell's Bay: coroner conjoint pour le district judiciaire de Pontiac.

31717-o

tive Council, to appoint, by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, November 29, 1951.

Mr. Jean Léon Charlebois, residing at Pointe-Claire and practising at Montreal, and member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, November 22, 1951.

Mr. D. Hugh MacKenzie, physician, of Campbell's Bay: to be joint Coroner for the judicial district of Pontiac.

31717

Sièges sociaux

STANDARD CHEMICAL COMPANY, LIMITED

Règlement N° 6

Changeant le siège social

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété que:

1. Le siège social de la compagnie est, par les présentes, transporté de la cité d'Outremont à la cité de Montréal, province de Québec.

2. Le règlement N° 1 de la compagnie est, par les présentes, amendé en rayant l'article 1 d'icelui et en y substituant le suivant:

"1. Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec, et en tel lieu d'icelle que les directeurs de la compagnie pourront déterminer de temps en temps."

Montréal, Québec, 10 décembre 1951.

[Sceau] Le Secrétaire,
31697 S. A. KERR.

Head Offices

STANDARD CHEMICAL COMPANY, LIMITED

By-Law No. 6

Changing the Head Office

Be it and it is hereby enacted that:

1. The head office of the company is hereby changed from the City of Outremont to the City of Montreal, in the Province of Quebec.

2. By-law No. 1 of the Company is hereby amended by deleting Article 1 thereof and substituting therefor the following:

"1. The head office of the Company shall be in the City of Montreal, in the Province of Quebec, and at such place therein as the directors of the Company may from time to time decide."

Montreal, Quebec, 10th December, 1951.

[Seal] S. A. KERR,
31697-o Secretary.

Canada, province de Québec, district de Montréal
Cour Supérieure

Canada, province of Quebec, district of Montreal
Superior Court

DÉCLARATION CONCERNANT "DALE HOUSE"

DECLARATION CONCERNING "DALE HOUSE"

"Dale House" est le nom choisi pour désigner la propriété immobilière portant le numéro civique 710 Carré Victoria, Montréal, par son possesseur la compagnie "Seven Ten Victoria Square Ltd.", un corps politique et incorporé par lettres patentes de la province de Québec, dont le siège social est à 50 ouest, rue Craig, Montréal.

Montréal, 10 décembre 1951.

[Sceau] SEVEN TEN VICTORIA SQUARE LTD.,
31710 Par le Président,
J. B. BECKER.

"Dale House" is the name chosen to designate the immovable property bearing the civic number, 710 Victoria Square, Montreal, by its owner, "Seven Ten Victoria Square Ltd.", a body corporate, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, whose office is at 50 Craig Street West, Montreal.

Montreal, December 10th, 1951.

[Seal] SEVEN TEN VICTORIA SQUARE LTD.,
31710-o Per: J. B. BECKER,
President.

Canada, Province de Québec, District de
Saint-François

Canada, Province of Quebec, District of
Saint Francis

YVAN COTÉ LIMITÉE

YVAN COTÉ LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie "Yvan Côté Limitée", constituée en corporation par lettres patentes émises sous le grand sceau de la Province, le 8ème jour de novembre, 1951, et ayant son bureau principal en la cité de Sherbrooke, district de St-François, a établi son bureau au N° 45 de la rue Leclerc.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Notice is given that the company "Yvan Côté Limitée", incorporated by letters patent issued under the great seal of the Province on the 8th day of November, 1951, and having its head office in the city of Sherbrooke, district of St. Francis, has established its office at No. 45 Leclerc street.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Donné à Sherbrooke, ce 10ème jour de décembre, 1951.

YVAN COTÉ LTÉE,
Le Président,
YVAN COTÉ.

31713

Given at Sherbrooke, this tenth day of December, 1951.

YVAN COTÉ LIMITÉE,
YVAN COTÉ,
President.

31713

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec

Cour Supérieure. { S I M E O N BOURGOIN,
N° 17870 { journalier, de Saint-Eusèbe, demandeur, vs RÉAL LÉVESQUE, de Rivière-Bleue, défendeur.

"Un terrain de forme irrégulière, mesurant le long d'une rue projetée sur une largeur de soixante pieds et une largeur de quatre-vingt-deux pieds dans l'arrière ligne, par une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds dans la ligne nord-ouest, une longueur de quarante pieds dans la ligne sud-est le long de la ligne du terrain de madame Pierre Dion et de cinquante-cinq pieds le long de la ligne du terrain d'Émile Gagné, lequel terrain est borné au sud-ouest à la rue projetée, au nord-ouest et au nord-est au vendeur, et au sud-est partie à Émile Gagné, et partie à madame Pierre Dion, lequel terrain fait partie du lot numéro A-quinze (p. de A-15) du cadastre officiel du canton Botsford, dans le premier Rang, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Rivière-Bleue, MARDI le VINGT-DEUXIÈME jour de JANVIER 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 14 décembre 1951.

[Première insertion, samedi le 22 décembre 1951]
31702-51-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec

Cour de Magistrat { G E O R G E S DUBÉ, camionneur, de Rivière-Ouelle, demandeur, vs LOUIS-PHILIPPE GAGNON, journalier, de Rivière-Ouelle, défendeur.

"Un terrain avec bâtisses dessus construites, ayant vingt-huit (28) perches en superficie environ, tel qu'actuellement enclos et compris dans les bornes suivantes: au sud à la route nationale, au sud-ouest à Ludger Malenfant, au nord à Robert Richard, au nord-est à Mme Veuve Philippe Gagnon, lequel terrain est connu et désigné au cadastre de la Rivière-Ouelle comme parties des numéros 464 et 473. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Rivière-Ouelle, LUNDI le VINGT-ET-UNIÈME jour du mois de JANVIER 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 14 décembre 1951.

[Première insertion, samedi le 22 décembre 1951]
31703-51-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec

Supérieur Court, { S I M E O N BOURGOIN,
No. 17870 { laborer, of Saint-Eusèbe, plaintiff, vs RÉAL LÉVESQUE, of Rivière-Bleue, defendant.

"A lot of land of irregular figure, measuring along a contemplated street a width of sixty feet and a width of eighty-two feet in the rear line, by a depth of ninety-five feet in the north-west line, a length for forty feet in the south-east line along the line of land belonging to Madame Pierre Dion and fifty-five feet along the line of the land belonging to Émile Gagné, which lot of land is bounded on the southwest by the contemplated street, on the northwest partly by Émile Gagné, and partly by Madame Pierre Dion, which land is part of lot number A-fifteen (Pt. of A-15) of the official cadastre of the township of Botsford, in the first range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Rivière-Bleue, TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of JANUARY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, December 14, 1951.

[First insertion, Saturday, December 22nd, 1951]
31702-51-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec

Magistrate's Court { G E O R G E S DUBÉ, trucker, of Rivière-Ouelle, plaintiff, vs LOUIS-PHILIPPE GAGNON, laborer, of Rivière-Ouelle, defendant.

"A lot of land with buildings thereon erected, having about twenty-eight (28) perches in superficial area, as presently enclosed and comprised within the following boundaries: on the south, by the National highway, on the southwest, by Ludger Malenfant, on the north by Robert Richard, on the Northeast, by Mrs. Widow Philippe Gagnon, which land is known and designated on the cadastre of Rivière-Ouelle as parts of numbers 464 and 473. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Rivière-Ouelle, MONDAY, the TWENTY-FIRST day of the month of JANUARY, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, December 14, 1951.

[First insertion, Saturday, December 22nd, 1951]
31703-51-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District of Montreal

Montréal, à savoir: { DANIEL PALANGIO,
N° 305864 demandeur, vs RO-
SAIRE CHALIFOUX, dé-

fendeur.

"Un cinquième indivis de cet emplacement situé à Montréal, coin des rues Sherbrooke est et de Bullion, et composé comme suit:

A — Du lot connu et désigné sous le numéro quatre de la subdivision du lot numéro huit cent soixante (860-4) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, mesurant vingt-six pieds et huit pouces de largeur en front sur la rue Sherbrooke et cinquante-deux pieds de largeur en arrière, par soixante-deux pieds de profondeur le long de la rue de Bullion et soixante-douze pieds de profondeur de l'autre côté dans une ligne irrégulière.

B — La plus grande partie du lot connu et désigné sous le numéro neuf de la subdivision du lot numéro huit cent soixante (860-ptie 9) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, mesurant cette partie dix pieds de largeur en front et en arrière par cinquante-deux pieds de profondeur, dans la ligne sud-est et cinquante-deux pieds et six pouces de profondeur dans la ligne nord-ouest, borné en front cette partie par la rue de Bullion en arrière par le lot No. 860-5 du même cadastre, du côté sud-est par les lots Nos 860-3 et 860-4 du dit cadastre et du côté nord-ouest par le résidu du dit lot No. 860-9.

C — et de la plus grande partie du lot connu et désigné sous le numéro trois de la subdivision du dit lot numéro huit cent soixante (860-ptie 3) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier St-Louis: mesurant vingt-deux pieds de largeur en front et dix-huit pieds et neuf pouces de largeur en arrière par soixante-douze pieds de profondeur dans une ligne irrégulière du côté nord-est et soixante-dix-neuf pieds de profondeur dans une ligne irrégulière du côté sud-ouest moins cependant et à déduire cette portion du dit lot No. 860-3 vendue à Ernest A. Reinhardt suivant vente passée devant Mtre W. de Marler, notaire, le 12 février 1884, et enregistrée au bureau d'enregistrement de Montréal-Est, sous No. 11961; cette portion ainsi déduite forment le coin ouest du dit lot No 860-3 et ayant une largeur de un pied et deux pouces à une extrémité du côté sud-est et de deux pieds et neuf pouces à l'autre extrémité du côté nord-ouest et une longueur de chaque côté de dix pieds: cette plus grande partie du dit lot No. 860-3 étant bornée comme suit: en front par la rue Sherbrooke, en arrière dudit lot No. 860-9 par partie du lot No. 860-5 du dit cadastre et par le résidu du dit lot No. 860-3: d'un côté au nord-est par le dit lot No. 860-4 et de l'autre côté au sud-ouest par le lot No. 860-2 du dit cadastre et par le résidu du dit lot No. 860-3.

Le tout avec la maison dessus érigée portant les numéros 115-117-121 et 123 de la rue Sherbrooke est et dépendance avec de plus le droit de passage à pied ou en voiture sur et dans un passage créé et établis sur la limite nord-ouest des lots de subdivision officielles un et deux du dit lot officiel huit cent soixante (860-1 et 860-2) au dit plan, le dit passage qui joint la ligne de division du lot officiel subdivision numéro cinq du dit lot huit cent soixante au dit plan ayant sortie et entrée sur la rue George Hypolite, auquel endroit il a une largeur de dix pieds et cinq pouces et

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { DANIEL PALANGIO,
No. 305864. plaintiff; vs ROSAIRE
CHALIFOUX, defendant.

An undivided fifth of that emplacement situate at Montreal, corner of Sherbrooke East and de Bullion streets, and composed as follows:

A — Of the lot known and designated under number four of the subdivision of lot number eight hundred and sixty (860-4) on the official plan and in the book of reference for St. Louis Ward, measuring twenty-six feet and eight inches in width in front on Sherbrooke street and fifty-two feet in width in rear, by sixty-two feet in depth along de Bullion street and seventy-two feet in depth on the other side in an irregular line.

B — The greater part of the lot known and designated under number nine of the subdivision of lot number eight hundred and sixty (860-Pt. 9) on the official plan and in the book of reference for St. Louis Ward, measuring, the said part, ten feet in width in front and in rear by fifty-two feet in depth, in the southeast line, and fifty-two feet and six inches in depth in the northwest line, bounded, the said part, in front by de Bullion street in rear by lot No. 860-5 of the same cadastre, on the southeast side by lots Nos. 860-3 and 860-4 of said cadastre and on the northwest side by the residue of said lot No. 860-9.

C — And of the greater part of the lot known and designated under number three of the subdivision of said lot number eight hundred and sixty (860-Pt. 3) on the official plan and in the book of reference for St. Louis Ward, measuring twenty-two feet in width in front and eighteen feet and nine inches in width in rear by seventy-two feet in depth in an irregular line on the northeast side and seventy-nine feet in depth in an irregular line on the southwest side less, however, and to be deducted the said portion of said lot No. 860-3 sold to Ernest A. Reinhardt according to sale passed before Me W. de Marler, notary, on the 12th of February, 1884, and registered at the Registry Office of Montreal-East, under No. 11961; the said portion of land thus deducted forming the west corner of said lot No. 860-3 and having a width of one foot and two inches at one extremity on the southeast side and two feet nine inches at the other extremity on the northwest side and a length of ten feet on each side: the said greater portion of said lot No. 860-3 being bounded as follows: in front by Sherbrooke street, in rear of said lot No. 860-9 by part of lot No. 860-5 of said cadastre and by the residue of said lot No. 860-3: on one side to the northeast by said lot No. 860-4 and on the other side to the southwest by lot No. 860-2 of said cadastre and by the residue of said lot No. 860-3.

The whole, with the house thereon erected bearing numbers 115-117-121 and 123 Sherbrooke street East and dependencies, with, moreover, right of way on foot and with vehicle over and in a passabe created and established on the northwest limit of the official subdivision lots one and two of said official lot eight hundred and sixty (860-1 and 860-2) of said plan, the said passage which joins the division line of the official subdivision lot number five of said lot eight hundred and sixty of said plan, having exits and egress on George Hypolite street, at which place there is

continue ou se prolonge directement jusqu'à ce qu'il atteigne la ligne sud-ouest du lot de subdivision numéro trois du dit lot huit cent soixante ci-dessus vendu: auquel endroit il a une largeur de neuf pieds, le dit passage devant être entretenu en commun avec tous ceux ayant droit. Avec de plus le droit de passer et de traverser sur et dans la cour appartenant aux bâtisses présentement vendues et situées à l'extrémité sud-ouest des lots officiels subdivisions trois, cinq, et dix du dit lot huit cent soixante au dit plan (860-3-5 et 10) en faveur de M. Hormisdas Choquette (ou représentants) à perpétuité comme propriétaire du lot de subdivision officielle numéro six du dit lot huit cent soixante et aussi en faveur des propriétaires des lot et subdivisions officielles numéro sept et huit du dit lot officiel numéro huit cent soixante et de leur représentants qui pourraient, y avoir tel droit et pourvu qu'il n'y ait aucun autre passage et le dit droit de passage est aussi accordé et établie de manière en sorte que les dits lots puissent atteindre le dit passage ci-dessus décrit pour avoir une sortie et la dite servitude étant comme passage à pied et en voiture mais avec aucun droit d'arrêt ou autrement dans la dite cour, au contraire ceux qui y ayant droit seront obligés de passer et traverser la dite cour sans arrêt et avec autant de rapidité que possible et qu'il est permis pour circuler et traverser la dite cour, de plus les ayants droit au dit passage n'auront aucun droit de laisser ou déposer quoi que ce soit dans la dite cour, le dit passage existant simplement et seulement en faveur des propriétaires des dits lots ci-dessus mentionnés pour charroyer leur combustibles, neige et glace sans y causer aucun ennui, ni embarras et troubles.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRE JANVIER 1952 à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 19 décembre 1951. 31714-51-2-o

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { DAME RACHEL SOPHIE ANTOINETTE ETIENNE, veuve de Esrom Laurin, demanderesse, vs AIMÉ SAVARD, défendeur.

"Un emplacement situé en la paroisse de Ste-Dorothé, comté de Laval, faisant partie du lot N° deux cent vingt-deux (P. N° 222) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Dorothé, mesurant environ quarante-sept pieds et soixante-quinze centièmes de pied de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front par une partie du dit lot originaire étant un chemin privé et séparant le lot vendu du lot N° 222-48 du dit cadastre; en arrière par une autre partie du dit lot originaire la propriété de Dame Rachel Sophie Antoinette Etienne, veuve de Esrom Laurin, d'un côté à l'ouest par une autre partie du lot originaire appartenant à Paul-Emile Bélanger, et de l'autre côté à l'est par une autre partie non subdivisée du dit lot originaire, appartenant à Madame Nadon ou représentants, sans bâtisse dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Dorothé, le VINGT-QUATRE JANVIER 1952, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 19 décembre 1951. 31715-51-2-o

a width of ten feet five inches and continues or extends directly until it reaches the southwest line of subdivision lot number three of said lot eight hundred and sixty above sold; at which place it has a width of nine feet, the said passage to be maintained in common with all those having a right therein. With, moreover, the right to pass and cross over and through the yard belonging to the buildings presently sold and situate at the southwest extremity of said official subdivision lots three, five and ten of said lot eight hundred and sixty of said plan (860-3-5 and 10) in favour of Mr. Hormisdas Choquette (or representatives) in perpetuity as owner of the official subdivision lot number six of said lot eight hundred and sixty and also in favour of the owners of official subdivision lot seven and eight of said official lot number eight hundred and sixty and their representatives who may have a right therein and provided there be no other passage, and the said right of way is also granted and established in such a way that the said lots may have access to the said passage above described so as to have an exit and the said servitude being as for right of way on foot and in vehicle but with no right to stop or otherwise remain in the said yard, on the contrary, those having a right thereto shall be obliged to pass and cross the said yard without stopping and as quickly as it is possible and as is permitted to circulate in and cross the said yard, moreover, the assigns to the said passage shall not be entitled to leave or deposit any thing whatsoever in the said yard, the said passage existing simply and solely in favour of the owners of the said lots above mentioned for the purpose of carting their fuel, snow and ice without causing any annoyance, embarrassment or trouble.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 19, 1951. 31714-51-2

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { DAME RACHEL SOPHIE ANTOINETTE ETIENNE, widow of Esrom Laurin, plaintiff vs AIMÉ SAVARD, defendant.

An emplacement situate in the parish of Ste-Dorothé, county of Laval, forming part of lot No. two hundred and twenty-two (Pt. No. 222), on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Dorothé, measuring about forty-seven feet and seventy-five hundredths of a foot in width, by one hundred feet in depth, English measure, bounded in front by a part of the said original lot, being a private road and separating the lot sold from lot No. 222-48 of the said cadastre; in rear by another part of said original lot, the property of Dame Rachel Sophie Antoinette Etienne, widow of Esrom Laurin, on one side to the west, by another part of the original lot belonging to Paul-Emile Bélanger, and on the other side, to the east, by another unsubdivided part of the said original lot, belonging to Madame Nadon or representatives, without buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Ste-Dorothé, the TWENTY-FOURTH day of JANUARY, 1952, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 19, 1951. 31715-51-2

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour de Magistrat

Québec, à savoir: { COMMERCIAL FINANCE CORPORATION LTD., corps politique incorporé ayant le siège principal de ses affaires en la cité de Québec, au N° 61 rue d'Auteuil; contre EDMOND GUILBAULT, domicilié à Notre-Dame des Laurentides, et LIONEL BERGERON, Notre-Dame des Laurentides, P.Q., à savoir:

Saisi comme appartenant à Edmond Guilbault, l'un des défendeurs.

Partie du lot N° 35 (trente-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un emplacement situé maintenant en la paroisse de Notre-Dame des Laurentides, mesurant 75 pieds de largeur, à être pris à cent cinquante pieds de la propriété de Monsieur Odilon Paquet, par 75 pieds de profondeur, borné au nord par le chemin public et des trois autres côtés par le vendeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, le ONZIÈME jour de JANVIER prochain (1 52), à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, AIME DION.
Québec, 5 décembre 1951. 31621-49-2-o
[Première insertion: 7 décembre 1951]
[Deuxième insertion: 22 décembre 1951.]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec,
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { RENÉ LAURIN, camionneur de la ville de Lachute, district de Terrebonne, demandeur, vs LES HÉRITIERS D'ALBERT MALETTE, de son vivant, journalier, de Lachute, district de Terrebonne, défendeur.

"Un certain emplacement situé en la ville de Lachute, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, comme étant la moitié est du lot numéro mille sept (½E. 1007) borné au nord par la rue portant le numéro 1019A, au sud par le lot 1040, à l'est par le lot 1008, et à l'ouest dudit lot 1007 appartenant à Polydore Malette, avec toutes les bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Anastasia de Lachute, le TROISIÈME jour de JANVIER, 1952, à DIX heures de l'avant midi.

St-Jérôme, ce 27 novembre 1951.

Le Shérif,
31571-48-2-o ALBERT FOURNELLE.

Canada, Province de Québec,
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { JEAN LEMAY, demandeur, vs JEAN LOMER SAUVÉ, défendeur, et LE REGISTREUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DU COMTÉ D'ARGENTEUIL, Mis-en-cause.

"Un certain emplacement situé sur le côté nord de la rue Sydney, en la ville de Lachute, mesurant 78 pieds dans la ligne sud, 82 pieds dans la ligne nord, 98.4 pieds dans la ligne est, 98 pieds dans la ligne ouest, connu et désigné aux plan et livre

QUÉBEC

Fieri Facias
Magistrate's Court

Québec, to wit: { COMMERCIAL FINANCE CORPORATION LTD., a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Québec, at No. 61 d'Auteuil Street; against EDMOND GUILBAULT, domiciled at Notre-Dame des Laurentides, and LIONEL BERGERON, Notre-Dame des Laurentides, P.Q. to wit:

Seized as belonging to Edmond Guilbault, one of the defendants.

Part of lot No. 35 (thirty-five) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Québec, being an emplacement now situate in the parish of Notre-Dame des Laurentides, measuring 75 feet in width, to be taken one hundred and fifty feet from the property of Mr. Odilon Paquet, by 75 feet in depth, bounded on the North by the public road and on the other three sides by the vendor, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Notre-Dame des Laurentides county of Québec, the ELEVENTH day of JANUARY next, (1952), at TEN o'clock of the forenoon.

AIME DION,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, December 5, 1951. 31621-49-o
[First insertion: December 7, 1951].
[Second insertion: December 22, 1951].

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec,
District of Terrebonne

Superior Court, { RENÉ LAURIN, trucker, of the city of Lachute, district of Terrebonne, plaintiff, vs THE HEIRS OF LATE ALBERT MALETTE, while living, laborer, of Lachute, district of Terrebonne, defendant.

"A certain emplacement situate in the town of Lachute known and designated on the official plan and book of reference for the Parish of St-Jérusalem d'Argenteuil, as being the east half part of lot (½E.1007) one thousand and seven, bounded towards the north by the street bearing number 1019A towards the south by the lot 1040, toward east by the lot 1008, and on the west by the said lot 1007, belonging to Polydore Malette, with all the buildings thereon erected."

To be sold at the Catholic Church door of Ste-Anastasia de Lachute, on the THIRD day of JANUARY, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

St-Jérôme, the 27 November, 1951.

ALBERT FOURNELLE, Sheriff.
31571-48-2-o

Canada, Province of Quebec,
District of Terrebonne

Superior Court, { JEAN LEMAY, plaintiff, vs JEAN LOMER SAUVÉ, defendant, and THE REGISTRAR FOR THE REGISTRATION DIVISION OF THE COUNTY OF ARGENTEUIL, Mis-en-cause.

"A certain emplacement situated on north side of Sydney street, in the town of Lachute, measuring 78 feet in the south line, 82 feet in the north line, 98.4 feet in the east line, 98 feet in the west line, known and designated on the official plan

de renvois officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, comme étant composé du lot entier no: 1010 lettre "A" du lot entier 1012 lettre "A" et dans la partie sud du lot 1013 mesurant cette partie 76.22 pieds dans les lignes est et ouest 39 pieds dans la ligne nord borné dans ladite partie dudit lot 1013, à l'est par le lot 1014 appartenant à la Fabrique de Ste-Anastasia de Lachute, au sud par le lot 1012 lettre "A", à l'ouest par le lot 1010 "A" ci-haut décrit, la ligne nord de ladite partie dudit lot 1013 comme étant situé en ligne droite avec la ligne de séparation entre les lots 1010 lettre "A" et 1010; le tout en mesure anglaise avec bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Anastasia de Lachute, le TROISIÈME jour de JANVIER 1952, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, le 27 novembre 1951. 31572-48-2-0

and book of references for the Parish of St-Jérusalem d'Argenteuil, as being composed of the entire lot no. 1010 letter "A" of entire lot no. 1012 letter "A" and of the south part of lot 1013 measuring this part 76.22 feet in the east and west lines, 39 feet in the north line bounded in the said part of said lot 1013 on the east by the lot 1014 belonging to la Fabrique de Ste-Anastasia de Lachute, on the south by the lot 1012 letter "A", on the west by the lot 1010 "A" above described the north line of the said part of said lot 1013 as being situated in a straight line with the separation line between the lots 1010 letter "A" and 1010; the whole english measure with buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic Church door of Ste-Anastasia de Lachute, on the THIRD day of JANUARY 1952, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, November 27, 1951. 31572-48-2-0

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 51

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1337, section "D" — Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne.....	3433
1393 — Concernant la cité de Saint-Jean.....	3431
1396, section "B" — Commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans les cités de Québec, Lévis et al.....	3433
1398 — Concernant la chasse à la perdrix de savane et à la perdrix grise...	3432
1431, section "E" — Industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'Île de Montréal.....	3435

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	3413
----------------------	------

AVIS DIVERS:

Association des Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval (portion sise sur l'Île Jésus) et Terrebonne (Correction).....	3436
Dieter Hugo Stennes inc. (Directeurs).....	3437
Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd. (Distribution de l'actif).....	3439
Hampstead Land & Construction Company (Directeurs).....	3438
La Caisse Populaire Desjardins de Hauteville (Fondation).....	3436
La Caisse Populaire du Collège St-Pascal de Maizerets (Fondation)....	3439
L'Union des Employés de la Montreal Dyeing & Cleaning Co. Ltd. (Formation).....	3438
Société de la Batteuse St-Jean Port-Joli (Fondation).....	3436
Standard Chemical Company, Limited (Directeurs).....	3436
Syndicat des Professeurs Catholiques de Malartic (Formation).....	3438
Syndicat Laitier Signaï (Fondation)....	3439
Transocean Machine Company Inc. (Directeurs).....	3437
Transocean Trading Inc. (Directeurs).....	3437

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51

ORDERS IN COUNCIL:

1337, part "D" — Building Industry Joint Committee of Terrebonne County.....	3433
1393 — Concerning the city of Saint-Jean.....	3431
1396, part "B" — Hardware, paint and building materials trade in the cities of Quebec, Lévis et al.....	3433
1398 — Concerning the hunting of Spruce and Birch Partridge.....	3432
1431, part "E" — Sheet metal fabricating industry in the Island of Montreal	3435

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	3413
-------------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des Comtés d'Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval (portion sise sur l'Île Jésus) et Terrebonne (Correction).....	3436
Dieter Hugo Stennes Inc. (Directeurs).....	3437
Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd. (Distribution of the assets).....	3439
Hampstead Land & Construction Company (Directeurs).....	3438
La Caisse Populaire Desjardins de Hauteville (Foundation).....	3436
La Caisse Populaire du Collège St-Pascal de Maizerets (Foundation)....	3439
L'Union des Employés de la Montreal Dyeing & Cleaning Co. Ltd. (Formation).....	3438
Société de la Batteuse St-Jean Port-Joli (Foundation).....	3436
Standard Chemical Company, Limited (Directeurs).....	3436
Syndicat des Professeurs Catholiques de Malartic (Formation).....	3438
Syndicat Laitier Signaï (Foundation)....	3439
Transocean Machine Company Inc. (Directeurs).....	3437
Transocean Trading Inc. (Directeurs).....	3437

Ukrainian National Federation of Quebec (Règlements)	3437	Ukrainian National Federation of Quebec (By-Laws)	3437
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Art & Music Ltée	3440	Art & Music Ltée	3440
Brault & Chancennotte Compagnie Limitée	3440	Brault & Chancennotte Compagnie Limitée	3440
Cairngorm Holdings Inc.	3440	Cairngorm Holdings Inc.	3440
C. E. May Limited	3441	C. E. May Limited	3441
Durable Bedding Limited.	3441	Durable Bedding Limited.	3441
Eastern Townships Winter Roads Association	3440	Eastern Townships Winter Roads Association	3440
Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.	3445	Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd.	3445
Foreign Light and Power Company	3441	Foreign Light and Power Company	3441
Harrison Enterprises Limited.	3441	Harrison Enterprises Limited.	3441
Kaymack Investments Ltd.	3441	Kaymack Investments Ltd.	3441
La Compagnie de Navigation "J. de V." Limitée	3442	La Compagnie de Navigation "J. de V." Limitée	3442
Le Café Yvon Robert Ltée — Ltd.	3442	Le Café Yvon Robert Ltée — Ltd.	3442
Lémieux Charcoal Company Limited.	3442	Lémieux Charcoal Company Limited.	3442
Louis Green Limited	3442	Louis Green Limited	3442
Model City Housing Company, Limited	3443	Model City Housing Company, Limited	3443
Mont Tremblant Resorts, Limited	3443	Mont Tremblant Resorts, Limited	3443
Munn & Company Limited	3443	Munn & Company Limited	3443
Northern Cartage Ltd.	3443	Northern Cartage Ltd.	3443
P-B Auto Supply & Tire Co. Limited.	3444	P-B Auto Supply & Tire Co. Limited.	3444
Rockland Housing Company, Limited.	3444	Rockland Housing Company, Limited.	3444
Savern Realities Ltd.	3444	Savern Realities Ltd.	3444
Service Ouellet Inc.	3440	Service Ouellet Inc.	3440
Sparton Investments, Limited	3444	Sparton Investments, Limited	3444
Verner Investment Co. Ltd.	3444	Verner Investment Co. Ltd.	3444
Yamaska Villiard Construction Inc.	3445	Yamaska Villiard Construction Inc.	3445
COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Canadian Pipe Line Construction Co. Ltd.	3445	Canadian Pipe Line Construction Co. Ltd.	3445
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Allaire, Succession Léo	3448	Allaire, Estate of Léo	3448
Cappiello, Leo.	3447	Cappiello, Leo.	3447
Centre Médical Claude Bernard Medical Centre	3446	Centre Médical Claude Bernard Medical Centre	3446
Chicoutimi, cité de.	3446	Chicoutimi, city of.	3446
Cousineau, Jacques <i>et al.</i>	3448	Cousineau, Jacques <i>et al.</i>	3448
Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus.	3447	Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus.	3447
Salaberry-de-Valleyfield, cité de.	3446	Salaberry-de-Valleyfield, city of.	3446
St-Jérôme, cité de.	3447	St-Jérôme, city of.	3447
Thibert, Jean-Noel-A.	3447	Thibert, Jean-Noel-A.	3447
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Magog, annexion à la cité de	3448	Magog, annexation to the city of.	3448
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Municipalité scolaire de:		School Municipality of:	
Barnston	3451	Barnston	3451
Hauterive.	3449	Hauterive.	3449
Kiamika.	3449	Kiamika.	3449
St-Apollinaire	3450	St-Apollinaire	3450
St-Aimé-des-Lacs	3450	St-Aimé-des-Lacs	3450
St-Hyacinthe, cité de.	3450	St-Hyacinthe, city of.	3450
St-Jean, ville de	3452	St-Jean, town of.	3452
St-Nicolas, paroisse de.	3452	St-Nicolas, parish of.	3452
St-Paul-l'Ermite.	3450	St-Paul-l'Ermite.	3450
MINES:		MINES:	
Révocation de concessions de mine.	3453	Cancellation of mining concessions.	3453

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Arthabaska, canton de.....	3452
Beauport, paroisse de.....	3453
Beauport, paroisse de.....	3453

TRAVAIL:

Comité conjoint des maîtres et employés barbières, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, et al (Prélèvement).....	3453
Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne (Modification).....	3457
Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec (Prélèvement).....	3455
Comité paritaire de l'industrie de la sacoche de la province de Québec (Approbation de règlements).....	3458
Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuse du comté de Roberval (Approbation de règlements).....	3456

LETTRES PATENTES:

Association des Hommes d'Affaires de la Rive-Sud (Comté de Chambly) — South Shore Business Men's Association (Chambly County).....	3414
Association for the Help of Retarded Children (Quebec) Inc.— Association de Secours aux Enfants Arriérés (Québec) Inc.....	3415
Atlas Granite Company Limited.....	3415
Barnard Brothers Incorporated.....	3416
Bayridge Estates Ltd.....	3416
Bouchard Automobiles Inc.....	3416
Brazeau Transport Limited.....	3416
Centrale Sportive St Georges Inc.....	3417
Circle Refrigeration and Television Ltd.....	3417
Claude Rivard Limitée.....	3417
Club de Hockey les Reds des Trois-Rivières Inc.....	3418
Comité des Loisirs de Saint-Rodrigue.....	3431
Cramer's Import Co. Ltd.....	3418
Financial Adjusters Ltd.....	3418
Fog Nozzle Ltd.....	3419
Garage du Bon Service Ltée.....	3419
Gregory Sanders Inc.....	3419
Immeubles Begafer Inc.....	3420
Institut de Cardiologie de Montréal.....	3420
Jezzini Import Export Co. Ltd.....	3420
La Cie Immobilière de Beauceville Limitée — Beauceville Real Estate Company Limited.....	3421
La Sonnerie Automatique Blackburn Ltée — The Blackburn Automatic Bell Ringer Ltd.....	3421
La St-Jean-Baptiste Régionale du Saguenay, Inc.....	3421
Lee Group Inc.....	3422
Les Immeubles Garnier, Inc.....	3422
Les Industries Causapcal Ltée.....	3422
Les Industries Gelebo Limitée — Gelebo Industries Limited.....	3423
Les Publications Telephonie Ltée.....	3423
Lessard Lumber Limited.....	3423
Les Sports d'Hiver Maskoutains Incorporée.....	3424
Marford Radio & Television Company Limited.....	3424
McCulloch-Nordwood Corporation.....	3424
Mocambo Café Inc.....	3425
Montreal Automatic Works Ltd.....	3425
Montreal Council of Orthodox Rabbis "Vaad Horabonim".....	3425

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Arthabaska, township of.....	3452
Beauport, parish of.....	3453
Beauport, parish of.....	3453

LABOUR:

Joint Committee of Barbers and Hairdressers of the counties of Joliette, Berthier et al (Levy).....	3453
Building Industry Joint Committee of Terrebonne County (Amendment).....	3457
Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec (Levy).....	3455
Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec (Approval of by-laws).....	3458
Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of Roberval County (Approval of by-laws).....	3456

LETTERS PATENT:

Association des Hommes d'Affaires de la Rive-Sud (Comté de Chambly) — South Shore Business Men's Association (Chambly County).....	3414
Association for the Help of Retarded Children (Quebec) Inc.— Association de Secours aux Enfants Arriérés (Québec) Inc.....	3415
Atlas Granite Company Limited.....	3415
Barnard Brothers Incorporated.....	3416
Bayridge Estates Ltd.....	3416
Bouchard Automobiles Inc.....	3416
Brazeau Transport Limited.....	3416
Centrale Sportive St Georges Inc.....	3417
Circle Refrigeration and Television Ltd.....	3417
Claude Rivard Limitée.....	3417
Club de Hockey les Reds des Trois-Rivières Inc.....	3418
Comité des Loisirs de Saint-Rodrigue.....	3431
Cramer's Import Co. Ltd.....	3418
Financial Adjusters Ltd.....	3418
Fog Nozzle Ltd.....	3419
Garage du Bon Service Ltée.....	3419
Gregory Sanders Inc.....	3419
Immeubles Begafer Inc.....	3420
Institut de Cardiologie de Montréal.....	3420
Jezzini Import Export Co. Ltd.....	3420
La Cie Immobilière de Beauceville Limitée — Beauceville Real Estate Company Limited.....	3421
La Sonnerie Automatique Blackburn Ltée — The Blackburn Automatic Bell Ringer Ltd.....	3421
La St-Jean-Baptiste Régionale du Saguenay, Inc.....	3421
Lee Group Inc.....	3422
Les Immeubles Garnier, Inc.....	3422
Les Industries Causapcal Ltée.....	3422
Les Industries Gelebo Limitée — Gelebo Industries Limited.....	3423
Les Publications Telephonie Ltée.....	3423
Lessard Lumber Limited.....	3423
Les Sports d'Hiver Maskoutains Incorporée.....	3424
Marford Radio & Television Company Limited.....	3424
McCulloch-Nordwood Corporation.....	3424
Mocambo Café Inc.....	3425
Montreal Automatic Works Ltd.....	3425
Montreal Council of Orthodox Rabbis "Vaad Horabonim".....	3425

Premier Machine Works Ltd.....	3426	Premier Machine Works Ltd.....	3426
Produits Gaza Inc..	3426	Produits Gaza Inc..	3426
Quebec Pacific Lumber Sales Ltd.. ..	3426	Quebec Pacific Lumber Sales Ltd.. ..	3426
Raymond Paquette Automobile Inc. . .	3427	Raymond Paquette Automobile Inc. . .	3427
Spot-Lite Maps Ltd.	3427	Spot-Lite Maps Ltd.	3427
Superior Packers Ltd.	3427	Superior Packers Ltd.	3427
Tanaco Ltd.....	3428	Tanaco Ltd.....	3428
The Heliac Management Co. Limited .	3428	The Heliac Management Co. Limited .	3428
T. Laing Ltée	3428	T. Laing Ltée	3428
Tomiska Copper Mines Ltd.	3429	Tomiska Copper Mines Ltd.	3429
Transitexim Ltd.	3429	Transitexim Ltd.	3429
Vanguard Construction Corporation. .	3429	Vanguard Construction Corporation. .	3429
Viande Chevaline Canadienne Inc. —		Viande Chevaline Canadienne Inc. —	
Canadian Horse Meat Inc.....	3430	Canadian Horse Meat Inc.....	3430
Vogue Dry Cleaning Ltd.. ..	3930	Vogue Dry Cleaning Ltd.. ..	3430
Wishing Well Greeting Cards Ltd.	3430	Wishing Well Greeting Cards Ltd.	3430

LIQUIDATION, AVIS DE:

Coopérative d'Électricité du Rang N° 9 — Mont-Rolland, Qué.	3458
---	------

NOMINATIONS:

Diverses.	3458
----------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Seven Ten Victoria Square Ltd.	3459
Standard Chemical Company, Limited.	3459
Yvan Côté Limitée.....	3459

VENTES PAR SHÉRIFS:

KAMOURASKA:

Bourgoin vs Lévesque	3460
Dubé vs Gagnon.	3460

MONTREAL:

Etienne vs Savard	3462
Palangis vs Chalifoux	3461

QUÉBEC:

Commercial Finance Corporation Ltd vs Guilbault <i>et al</i>	3463
---	------

TERREBONNE:

Laurin vs Héritiers Albert Malette. . .	3463
Lemay vs Sauvé.	3463

31722-o

WINDING UP NOTICE:

Coopérative d'Électricité du Rang No 9 — Mont-Rolland, Qué.	3458
---	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	3458
---------------------	------

HEAD OFFICES:

Sven Ten Victoria Square Ltd.	3459
Standard Chemical Company, Limited.	3459
Yvan Côté Limitée.....	3459

SHERIFFS' SALES:

KAMOURASKA:

Bourgoin vs Lévesque	3460
Dubé vs Gagnon.	3460

MONTREAL:

Etienne vs Savard	3462
Palangis vs Chalifoux	3461

QUÉBEC:

Commercial Finance Corporation Ltd. vs Guilbault <i>et al</i>	3463
---	------

TERREBONNE:

Laurin vs Heirs of Albert Malette.	3463
Lemay vs Sauvé.	3463

31722-o

